

la contribution du courant institutionnaliste à
l'explication du processus de transition et la
théorie du changement institutionnel

Introduction au chapitre :

dans les premiers temps de la transition, les IFI ont fourni un ensemble de mesures sous le nom de « consensus de Washington », mais dans ce dernier, le concept d'institutions n'a pas été suffisamment pris au sérieux, elles ont été introduites très tardivement suite aux résultats médiocres obtenus dans la majorité des pays en transition comparés aux meilleurs performances économiques enregistrés en Chine, Vietnam (deux pays qui n'ont pas suivi les préconisations du CW), et enfin suite aux critiques adressées à cette vision étroite du changement institutionnel dans un cadre de transition.

L'économie institutionnaliste est un nouveau paradigme qui est né en partant des insuffisances du mainstream. C'est une « *machine à voyager* »¹³³ au sens de Dokès qui est mieux adaptée aux questions de changements.

Elle est apparue alors comme alternative au courant néoclassique de transition qui tente alors d'apporter des éléments de synthèses quant à l'échec du processus du changement institutionnel tout en incorporant les institutions (formelles et informelles) au cœur de leurs travaux sans pour autant négliger l'importance de l'Etat comme fil conducteur dans ce processus, et des entrepreneurs comme agents influents la direction du changement.

Section 1) les critiques adressées au mainstream et l'approche graduelle de transition

1) Le nécessaire dépassement du consensus de Washington :

« *La transition n'a pas produit ce que promettait ses plus grands défenseurs* » J.STIGLITZ, 2002.

¹³³ Centre Walras «La nouvelle économie "institutionnelle", l'évolutionnisme et l'histoire », Journées d'étude "Institutionnalisme et évolutionnisme, confrontations autour de perspectives empiriques 'Lyon 2-3 décembre 2002, p3.

« Après plus de deux décennies d'application des politiques néolibérales dans le monde en développement, l'image n'était pas jolie, l'évolution économique dans la plupart des pays en développement n'a guère été encourageante en termes de croissance, de crise douloureuses et fréquentes qui ont ravagé le Mexique, l'Argentine, le Brésil, la Russie, accroissement des inégalités de revenus, de pauvreté ». (Rodrik 2002) ¹³⁴

Donc en réponse à la fois à une littérature abondante sur les préconisations du consensus de Washington mais aussi aux mauvaises performances aussi déprimante (Kolodko, 1999) les unes que les autres dans les pays de l'Amérique latine et de l'ancien bloc soviétique comparé aux succès impressionnants des pays de l'Asie de l'est (Chine, Vietnam,...) de nouvelles stratégies mais aussi mesures ont été rajoutées au consensus de Washington après avoir fait long feu et critiqué par plusieurs auteurs qui ont tenté à cet égard de tracer la voie du post-consensus (Stiglitz, Rodrik, Boyer), c'est ce que nous allons aborder dans les pages qui suivent.

1-1) Les causes de l'échec des réformes du consensus de Washington :

Plusieurs raisons peuvent être avancées afin d'expliquer cet échec :

- **Concernant le sous-développement :**

L'idée des créateurs du consensus de Washington sur le sous-développement est différente de celle des autres approches hétérodoxes.¹³⁵

En effet, les économistes de l'approche structuraliste et les théoriciens de la dépendance attribuaient le sous-développement aux spécificités historiques de chaque pays et à la dominance qu'exercent les pays du centre sur les périphéries, contrairement aux IFI qui se sont basés dans leurs travaux sur l'optique de Rostow qui a longtemps considéré le sous-développement comme un blocage dans le processus de développement¹³⁶.

¹³⁴ Dani Rodrik « after neoliberalism, what », 2002; p1 sur http://www.bndespar.com.br/SiteBNDES/export/sites/default/bndes_pt/Galerias/Arquivos/conhecimento/seminario/novosrumos_Dani.pdf

¹³⁵ Eric Berr et François Combarnous, op. cit. ; p17.

¹³⁶ Pour Rostow, toutes les sociétés sont censées passer par les mêmes étapes de la croissance économique : la société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage (take-off), la marche vers la maturité et enfin la consommation de masse.

En effet ces dernières attribuent le retard du processus de développement aux choix et erreurs des gouvernements des PED ou à une mauvaise stratégie de développement¹³⁷.

Cette démarche qui conteste les spécificités historiques de ces pays, n'a pas produit les résultats attendus.

Divers pays qui n'ont pas suivis les prescriptions du consensus de Washington ont réussi leur intégration telle que la Corée du sud et le Taïwan qui ne se sont pas engagés dans la voie de la déréglementation et la libéralisation. Plutôt que de privatiser, ces pays se sont appuyés sur un secteur public fort et n'ont pas hésité à maintenir des barrières commerciales et à subventionner leurs exportations. La Chine et l'Inde et le Vietnam, dont on vante les résultats en matière de croissance économique, ne se sont ouverts à la concurrence internationale que très progressivement. (Rodrik 2003, Stiglitz 1998, 2002)

- Le marché comme mode de coordination pure et parfait :

En effet, l'échec du consensus de Washington est attribuable aussi à une confiance aveugle accordée aux marchés et à la rationalité parfaite des agents d'où l'émergence de multiples crises comme la crise asiatique en 1997 qui omettait l'intervention de l'état.

Si le consensus de Washington a permis de réduire l'ampleur de la dette externe et son poids sur les finances publiques d'un grand nombre de pays pauvres, il n'a pas pour autant aidé à favoriser une nouvelle dynamique de croissance¹³⁸, ni même pas pu d'ailleurs faire sortir les pays de la trappe de l'économie rentière comme l'Algérie d'ailleurs. (A. Merad Boudia, 2012)

1-1-1) Les critiques attribuées au consensus de Washington :

L'échec des préconisations du consensus de Washington en 1998 a poussé de nombreux auteurs et courants confondus à rechercher une nouvelle doctrine ou architecture en termes d'institutions, de meilleure gouvernance et enfin de partenariat. Tel a été le cas des chercheurs de renommée comme Joseph Stiglitz, Dani Rodrik, et enfin Robert Boyer

¹³⁷ Robert Boyer « l'après consensus de Washington : institutionnaliste et systémique ? », année de la régulation N°5, 2001 ; économie, institutions, pouvoirs ; p46. Sur http://webu2.upmf-grenoble.fr/regulation/Annee_regulation/AR5-2001-01BOYER.pdf

¹³⁸ Abdelhamid Merad Boudia, **ouvrage** « économie de développement, une perspective historique », éditions l'Harmattan, 2012, p 11.

A) L'analyse critique de Joseph Stiglitz :

La critique de Stiglitz quant au consensus de Washington et l'émergence d'un nouveau consensus :

Dans la conférence WIDER, Stiglitz a tenté d'élaborer un nouveau consensus qui part des insuffisances du consensus de Washington élaboré par Williamson.

Cependant, Stiglitz¹³⁹ [1998] avance plusieurs raisons qui lui permettent d'expliquer l'échec de ce consensus

Nous les citons comme suit :

- Au lieu de poursuivre une stratégie visant à la réalisation d'une croissance soutenue, équitable en favorisant la solidarité jugée comme étant indispensable, les IFI se sont appuyé sur un nombre de dispositifs très faible et avaient malheureusement une vision étroite sur le développement.
- La déréglementation et l'ouverture totale des marchés accroissent les problèmes des pays en développement (PED), car elles favorisent les firmes multinationales qui vont envahir les marchés avec leurs produits subventionnés au détriment des produits locaux qui vont disparaître. Cependant Stiglitz souligne que les économies Japonaise et Américaine ont été bâties sur de bonnes bases.

Ces pays ont jugé qu'il était essentiel de débiter avant toute chose par la protection de certains de leurs produits nationaux jusqu'au moment où ils seront prêts et aptes à la concurrence étrangère¹⁴⁰, car selon cet auteur, « *une rivalité accrue entre des produits locaux et d'autres internationaux importés (puissants) pourrait engendrer des conséquences sociales et économiques dévastatrices* »

¹³⁹ « Prix Nobel » d'économie, Joseph Stiglitz est sans conteste le plus connu des contempteurs du Consensus de Washington.

¹⁴⁰ Joseph Stiglitz, **ouvrage** «*La grande désillusion (Globalization and its Discontents)*», Paris, Fayard, 2002, p42.

- Il affirme aussi que ce consensus a été destiné aux pays qui ont déjà franchit la ligne de départ de transition à l'économie de marché et sont déjà avancé dans ce processus, et non pas aux pays qui veulent transiter vers une économie de marché et ne sont même pas arrivé à la ligne de départ.
- Et finalement, il a souligné dans cette conférence, que si les objectifs des organismes internationaux et les instruments sur lesquels pouvait un Etat s'appuyer pour réussir son intégration ont été définit, ils ne pouvaient pas être atteints et utilisés comme prévu, car ils ont été mis en service dans un vide systémique vue que ces institutions financières avaient sous estimé l'importance d'une construction d'une infrastructure institutionnelle dans l'élaboration de leurs politiques de transition. (Le système juridique était rigide, et les droits de propriété n'étaient pas définit).

Donc pour Stiglitz, que pour qu'un pays réalise une croissance soutenue et à long terme qui transporterait les pays vers de nouveaux horizons et lui permettrait de se développer, plusieurs éléments fondamentaux ne doivent pas être sous estimé.

Ces mesures sont regroupées sous le nom « ***post consensus de Washington*** ».

- Ce « ***post consensus de Washington*** » englobe :¹⁴¹

- ✓ Une stabilisation de l'économie réelle et l'inflation;
- ✓ plutôt que de procéder qu'à la libéralisation, le pays doit tout de même améliorer le cadre réglementaire de son système financier.
- ✓ Inclure une politique de la concurrence;
- ✓ Attacher beaucoup plus d'importance à l'efficacité du gouvernement et ne pas chercher à le minimiser.

¹⁴¹John Williamson "The Washington Consensus as Policy Prescription for Development ", 2004, p14.

Stiglitz note à cet effet, que l'Etat a un rôle important à jouer, notamment en matière de protection sociale, il insiste sur le fait que le mode de fonctionnement de l'état et la qualité de ses politiques sont plus important que sont poids. L'objectif n'est pas « *un moins état mais mieux état* ».

- ✓ Conserver une bonne partie des dépenses à l'amélioration des infrastructures.
- ✓ L'amélioration de la formation de capital humain et aux compétences, et chercher à augmenter le transfert de technologie vers les pays en développement.
- ✓ Atteindre une croissance du niveau de vie, de la santé et de l'éducation.

En effet, Le pays doit poursuivre une stratégie visant à la réalisation d'une croissance équitable, soutenable, tout en préservant l'environnement et promouvant la démocratie.

Mais Williamson tente à son tour de s'expliquer face à ces critiques en soulignant qu'il a très bien abordé le sujet de l'inflation et de la concurrence en incitant les entreprises à la privatisation.

A) Critique de Rodrik Dani

Pour ce qui est de Dani Rodrik, un des détracteurs du consensus de Washington, a affirmé lui aussi, que les pays ayant strictement appliqué les recommandations du CW¹⁴² n'ont pas obtenu, forcément de meilleurs résultats économiques, bien au contraire ils se sont trouvés confrontés à de multiples crises et conséquences sociales dévastatrices et souvent imprévues.

Il proclame à cet effet, « *qu'en n'étant pas des « enfants du néolibéralisme », la chine, le Vietnam, le chili, l'inde ont enregistrés des résultats fascinants alors qu'ils n'ont pas suivis les préconisations du consensus de Washington tout à fait le contraire, ils ont violé les règles du néolibéralism*

¹⁴² Consensus de Washington

Pour cela, cet auteur a essayé de transformer l'original consensus de Washington à un autre « augmenté », incorporant des réformes institutionnelles vigoureuses telles que la gouvernance et les droits de propriété. (D. Rodrik)¹⁴³

1) Fin de la première génération de réformes.

D'autres mesures ont été introduites qui sont résumé par D. Rodrik dans le tableau ci-dessus :

Le consensus de Washington est mort, vive le nouveau consensus !

La contribution de RODRIK est d'autant plus critique

Tableau : 1-2) consensus de Washington augmenté

L'original Consensus de Washington	Le consensus de Washington « augmenté »
	Les 10 éléments précédents, plus :
1. discipline budgétaire	11. gouvernement d'entreprise
2. réorientation des dépenses publiques	12. lutte contre la corruption
3. réforme fiscale	13. marchés du travail flexible ¹⁴⁴
4. libéralisation financière.	14. accords de l'OMC
5. taux de change compétitif et unifié	15. codes et normes financiers.
6. libéralisation du commerce	16. ouverture du compte de capital « prudente »
7. l'ouverture à l'IDE	17. régimes de change
8. privatisation	18. banques centrale indépendantes/ avoir pour cible l'inflation.
9. déréglementation	19. filets de sécurité sociale.
10. les droits de propriété	20. réduction de la pauvreté

Source: D. Rodrik, 2002, op, cite; p

¹⁴³ Dani Rodrik , op, cite ; p7.

¹⁴⁴ Pour officialiser le travail informel

B) Boyer et le consensus de Washington :

Robert Boyer [2001], économiste français très réputé pour ses travaux de recherche de grande envergure et partisan de l'école de la régulation a lui aussi tenté d'intégrer d'autres éléments de synthèses jugés comme étant primordiaux pour expliquer l'échec des stratégies des institutions financières internationales.

En effet, cet auteur a réfléchi en termes de partenariat. Pour lui, la question n'est plus de choisir entre un développement étatique et un développement de marché puisque les deux ont voué à l'échec, mais bien de trouver la meilleure articulation possible entre institutions et marché.

1) Partenariat état, marché :

Il est de plus en plus reconnu qu'un état gardien de l'intérêt général et doté de moyens suffisants, constitue une condition nécessaire à l'établissement d'une stratégie de développement.

Mais des stratégies de développement basées sur le « tout état », ou le « tout marché » n'ont pas produit les résultats voulus bien au contraire, ils ont rencontré leurs propres limites en débouchant vers des crises.

Ainsi, la théorie a permis de montrer les insuffisances de ces deux régimes fondés sur un de ces mécanismes de coordination. Tel a été le cas des crises des années 1980 causées par l'excès de l'interventionnisme étatique, et successivement les crises des années 1997-1998-2008 qui ont permis de remettre en cause l'excès du marché.

Ce qui pousse R. Boyer¹⁴⁵ à appeler à une analyse en termes de partenariat entre ces deux modes de coordination des activités économiques.

¹⁴⁵ Robert Boyer , 2001, op, cite ; p49

Pour cet auteur, le politique (l'état), et l'économie (marché) doivent évoluer simultanément, car le succès de cette stratégie de croissance dépend en grande partie de cette alliance ou en d'autres termes d'arrangements institutionnels¹⁴⁶ fait entre ces deux institutions à long terme.

De ce fait, les interventions publiques de l'état vont permettre de compenser les failles et distorsions du marché.

Tableau 2-2): une conception du développement fondé sur l'innovation institutionnelle.
Fin des années 1990. Le début du XXI siècle

La crise du consensus de Washington	Etat et marché : une complémentarité au sein d'arrangements institutionnels variés
1. Instabilité ou crises politiques. 2. Chômage/ croissance des inégalités, conséquence des ajustements du marché. 3. Fragilité des institutions financières et sociales et faiblesse de certains acteurs. 4. Sous investissements dans les infrastructures. 5. Forte dépendance par rapport à l'environnement international. 6. Déstabilisation des régimes de croissance par les mouvements de capitaux.	1. Re-légitimation de l'état : promoteur de la croissance et de la justice. 2. Au marché la coordination des décisions au jour le jour, à l'état les décisions stratégiques. 3. Favoriser la densité des arrangements institutionnels et la capacité d'organisation des acteurs. 4. Le secteur public assure la cohésion sociale et les infrastructures. 5. Maintien d'un équilibre entre besoins domestiques et compétitivité extérieure. 6. Ouverture internationale différenciée en fonction des objectifs nationaux et des domaines.

Source : Robert Boyer, 2001, op, cite ; p 4

¹⁴⁶ Des arrangements institutionnels entre « état et marché » comme les associations, partenariat, les communautés jouent un rôle majeur dans l'amélioration du niveau de vie, de la productivité et enfin d'une croissance et développement meilleurs et une inégalité moins importante.

- Donc pour Boyer, chaque pays doit percevoir une architecture institutionnelle propre à lui.

1-2) Éléments ajoutés par Williamson au consensus de Washington pour y faire face aux critiques :

G. Kolodko (2000)¹⁴⁷ avait noté qu'après avoir constaté les résultats indésirables obtenus à la suite du passage d'un système socialiste vers une économie de marché, mais aussi sous l'influence de l'expérience de l'Amérique Latine, qu'un nouvel ordre du jour a été élaboré par John Williamson et présenté pour y remédier à la situation et y faire face aux critiques qui lui ont été adressées.

Ce nouveau consensus incorpore un bon nombre de mesures qui se résument comme suit :

- Augmenter l'épargne et maintenir une discipline budgétaire
- Réformer le système fiscal par l'introduction d'une taxe foncière.
- Renforcer la supervision bancaire
- Maintenir un taux de change compétitif, et flottant
- Poursuivre la libéralisation du commerce intra-régional
- Créer des institutions clés telles que les banques centrales, les organismes en liaison avec la justice mais à condition qu'elle soit indépendantes et incorruptibles. (G. Kolodko ; 2000 ; p9)

2) Le modèle chinois : la remise en cause de la transition néolibérale :

2-1) Les causes de la réussite de la transformation chinoise :

La Chine est une grande puissance commerciale et économique mondiale. Depuis 1979, elle a fait tout ce qui est entre ses mains pour réussir la modernisation de son économie et s'intégrer au niveau international : elle a abandonné le plan pour le marché, mobilisé d'immenses ressources, de main-d'œuvre et tiré parti de la mondialisation en devenant l'usine du monde¹⁴⁸.

¹⁴⁷ G. Kolodko, 2000, op, cite ; p4

¹⁴⁸ Françoise Lemoine, ouvrage « l'économie de la chine », 4ème édition, collection repères, la découverte. Septembre 2006, p5

Le gouvernement Chinois avait débuté avec les réformes économiques bien avant que les gouvernements des PECO le fassent mais tout en exerçant son contrôle sur l'économie entière et le politique.

La question qui se pose est la suivante : quels sont les facteurs qui ont permis à ce pays de se moderniser ?, nous allons tenter à cet effet d'apporter quelques éléments de synthèses pour y répondre à cette question ou du moins comprendre pourquoi ce pays a pu s'intégrer bien plus avant que les PECO.

2-1-1) Système économique sui generis (mixte) :

Un système dual, mixte, « sui generis » au sens de Kornai Janos ou enfin un socialisme de marché¹⁴⁹; toute sont des dénominations qu'un bon nombre de théoriciens attribuait au système économique chinois puisqu'il se basait sur la combinaison entre le plan et le marché durant les années 1980.

L'enjeu des autorités Chinoises était de procéder à un changement graduel sans pour autant détruire les institutions socialistes existantes ou l'importation immédiate des institutions capitalistes comme a été le cas des ex-pays communistes¹⁵⁰.

a) LA cohérence des réformes économiques :

Le modèle de transition chinois a permis de remettre en cause le mainstream orthodoxe.

Les stratégies chinoises ont été aux antipodes¹⁵¹ du CW au sens de « Bernard Chavance », et la trajectoire du changement a été contraire aux principales thèses de la doctrine. L'expérience chinoise s'est basée sur un régime communiste non réformé.

Contrairement aux PECO qui ont opté pour les réformes structurelles, une bonne partie de la littérature a pu percevoir dans les réformes chinoises un processus gouverné non pas par des considérations idéologiques mais par une démarche pragmatique.¹⁵²

¹⁴⁹ Bernard Chavance, 1999, op, cite ; p4

¹⁵⁰ Altynay Abdieva Scuet, op, cite ; p20.

¹⁵¹ Bernard Chavance, 2006, op, cite ; p4.

¹⁵² Une démarche réaliste contrairement aux préconisations des IFI qui manquaient de scientificité et d'expérimentation

Ainsi, pour plusieurs auteurs, la réussite du processus d'intégration de la Chinoise revient à l'enchaînement suivant : débiter d'abord par apporter des nouveautés et réformes au secteur de l'agriculture, créer de nouvelles entreprises qu'elles soient privées à la fois rurales/urbaines ce qui a permis d'entraîner progressivement l'essor des activités économiques en « dehors du plan », puis procéder à l'ouverture extérieure de son économie, pour que finalement, ils dirigent et déplacent les réformes vers le secteur industriel mais qui était toujours sous le monopole de l'Etat.

Les réformateurs chinois ont pu surmonter le dilemme que, jusqu'ici, certains pays des PECO ont été incapables de résoudre¹⁵³ grâce au développement des rapports marchands et procéder au changement du système par sa périphérie pour ensuite atteindre sa matrice, contrairement aux PECO qui se sont orientés tout d'abord vers la transformation de l'épicentre du système économique via la privatisation des entreprises étatiques.

2-1-2) La privatisation en chine :

Concernant la privatisation, elle a été conduite en douceur par les gouvernements chinois qui ont favorisé l'introduction de nouvelles incitations comme la protection sociale. En effet, les autorités chinoises aidaient même les employés licenciés à retrouver des emplois à travers des programmes de réemploi contrairement à ce qu'a été le cas dans les autres pays en transition ou elle a été procédé à travers des programmes de masse (privatisation de masse/à travers une thérapie de choc) en engendrant de graves distorsions¹⁵⁴, tel qu'une montée de chômage, un accroissement des inégalités et de la pauvreté (comme nous l'avons souligné dans le premier chapitre)

A travers ces incitations, les réformateurs Chinois avaient la volonté d'encourager les agents économiques à se démarquer de la planification des activités progressivement pour pouvoir s'orienter vers des rapports régulés par les marchés qui se reposent sur le développement décentralisé des relations marchandes mais aussi la mise en place de nouvelles institutions qui imposent le respect des contrats et des dettes tout en favorisant la concurrence et facilitant l'entrée et la sortie des marchés. (*R.M.Nejad ; op, cite ; p28*)

¹⁵³ Ramine Motamed Nejad, op, cite; p8.

¹⁵⁴ Andreff Wladimir, op, cite ; p235.

Les entreprises Chinoises privatisées sont devenues à cet égard beaucoup plus autonome, productive, performante et elles ont même pu concurrencer les firmes étatiques en les évinçant du marché local ce qui a permis de privatiser toutes les autres petites et moyennes entreprises existantes.

2-2) Les résultats obtenus suite à ces mutations :

En Chine, la période successive aux réformes institutionnelles n'a jamais été marquée par les mêmes bouleversements connus dans les autres pays en transition.

Ce pays a enregistré de meilleurs résultats, notamment en matière de croissance économique qui a connu une forte évolution et qui a duré pendant un bon moment¹⁵⁵, un accroissement important du revenu par tête grâce à une hausse des prix d'achats des produits agricoles par l'état qui a favorisé l'accroissement de la consommation et de l'épargne des ménages¹⁵⁶ et entreprises mais qui a favorisé aussi les capacités d'autofinancement des firmes, et permis d'alimenter les passifs des banques étatiques et du budget de l'état.

Cependant en 1997, son excédent commercial a atteint (40 milliards de dollars) et ses réserves de change (140 milliards de dollars) qui ont dépassé sa dette extérieure (135 milliards de dollars). Ces données reflètent l'impact positif des réformes entamées en Chine. (*Ramine Motamed Nejad, p29*)

En résumé, là où, aujourd'hui encore, la majorité des pays d'Europe centrale et orientale impuissants, se heurtent en rencontrant plusieurs difficultés, notamment en matière de pénurie de crédit, nécessaire au financement des investissements productifs, la Chine s'est tracé un autre chemin.

¹⁵⁵ Entre 1978 et 1996, la croissance chinoise, que certains pensent surestimée, a été en moyenne de 9,8 % par an. En ce qui concerne les années 1990, le taux de croissance du PIB a été de 10,4 % en 1991, de 14,7 % en 1994, de 8,5 % en 1996 et de 8,8 % en 1997.

¹⁵⁶ L'épargne privée est passée de 2 % en 1978 à 17 % en 1988

3) **Critiques des divers courants adressées à l'analyse néolibérale de transition**

3-1) Critique de la thérapie de choc :

Malgré la suprématie de l'analyse orthodoxe de transition sensible au niveau des organisations internationales, mais cette dernière a été remise en cause.

Cependant, Des analyses hétérodoxes en allant des approches institutionnalistes, évolutionnistes tentent de critiquer les idées des libéraux basées sur la « table rase » et l'approche du « Big Bang », ou de la recherche de la vitesse à tout prix en signalant « qu'il était impossible de décréter le marché du jour au lendemain »¹⁵⁷, ils l'ont considérée comme étant mécanique et qu'elle s'est préoccupée que des variables macroéconomiques.

Des auteurs comme Maurel Mathilde¹⁵⁸ affirme que la volonté des libéraux à travers leurs politiques du CW de généraliser et d'appliquer des règles universelles étaient contreproductives (2007), d'autres comme Faure¹⁵⁹ considère qu'une économie prédominée par le marché comme étant une économie de « casino » du fait de la déréglementation qui rend les flux financiers incontrôlables. En effet dans un casino rien n'est sûr, on peut gagner comme on peut perdre son argent en une fraction de seconde.

Les institutionnalistes réfutent l'approche finaliste qui affirmait qu'on était en mesure de connaître le point de départ et d'arrivée d'une transition (économie de marché) et qu'il n'existait pas de continuité avec le système précédent mais bien une rupture.

Ces courants affirment que la transition doit être appréhendée beaucoup plus comme un processus de transformation indéterminée ou un ensemble d'épisodes cumulatifs plutôt que

¹⁵⁷ Ramine Motamed Nejad, op, cite; p14.

¹⁵⁸ Maurel Mathilde, 2006, op, cite ; p107.

¹⁵⁹ Vayssière Pierre, 1999, op, cite ; p 223.

celui de transition dont on connaît « la cible d'avance »¹⁶⁰. Car cette transition implique à la fois l'inertie, la destruction et la création, dans un univers caractérisé par des modifications et développement imprévus, une asymétrie d'information, l'incertitude, la rationalité limitée au sens de Herbert Simon et l'opportunisme des agents.

Ils tentent à cet effet d'apporter des éléments de synthèses concernant les résultats mitigés obtenus en matière de transition néolibérale comparés à ceux de la Chine ou le Vietnam qui n'ont pas opté pour ces préconisations mais qui ont réussi leur intégration.¹⁶¹

3-2) L'explication de la diversité des trajectoires :

Cette diversité pouvait s'expliquer par plusieurs raisons que nous citons comme suit :

3-2-1) L'importance de l'héritage du passé :

Le legs historique et la culture sont deux facteurs qui déterminent la pluralité des trajectoires et qui ne doivent pas être sous-estimés comme l'a affirmé Claus Offe¹⁶² : « [...] il faut nous attendre à une inévitable pluralité de voies de transition spécifiques aux différents pays, dont le cours sera déterminé par l'histoire du communisme propre à chaque pays et sa culture. »

Malheureusement, cet avis important n'a pas été pris au sérieux par les organisations économiques internationales alors qu'il est fondamental car cet héritage peut jouer comme étant des contraintes à l'égard du changement accéléré, ou au contraire, il facilite la transformation du processus de transition mais cela dépend en grande partie des modèles mentaux qui diffèrent selon les individus. (Comme nous allons le voir dans la deuxième section)

¹⁶⁰ Bernard Chavance, « L'économie mixte de transition postsocialiste », dans Cahiers du CEFRES N° 3f, Transition politique et transition économique dans les pays d'Europe centrale et orientale, Olivier Bouin, Marie-Elisabeth Ducreux (Ed.), p45.

¹⁶¹ G. Kolodko, 1999, op, cite; p2.

¹⁶² Cité dans Altynay Abdieva Schuet, op, cite; p21.

3-2-2) Le manque de scientificité :

La notion de trajectoire a souvent été employé par les institutionnalistes et évolutionnistes. Pour eux cette divergence de trajectoire peut s'expliquer par le manque de scientificité et de réalisme dans les hypothèses des néoclassiques comme le fait que la banque mondiale et le FMI ont pronostiqué que la croissance du PIB Polonais va atteindre 14% ¹⁶³ entre 1991-1992 alors qu'en réalité ce dernier s'est effondré.

Si les institutionnalistes qui avaient pour cible la recherche de la découverte scientifique se sont appuyé dans leurs travaux de recherche sur l'analyse descriptive nommé du récit ou « story-telling » élaboré par Chris Lloyd (1986) et de Tony Lawson qui ont notifié que le réalisme à travers la vérification de la conformité ou non des hypothèses initiales avec une réalité situationnelle/comportementale donnée est une composante primordiale en économie, les partisans de la doctrine de transition néolibérale ont quant à eux recouru à une approche normative (évidente) qui manquait de réalisme et de scientificité et cela malgré que leurs hypothèses étaient correctes ¹⁶⁴. (Jacques Sapir, op, cite ; 2005)

3-3-3) L'environnement institutionnel propre à chaque pays et le mimétisme

Institutionnel

Les analyses standard de transition avaient une définition spécifique du changement institutionnel qui se résume seulement à la mise en place des institutions du marché à travers un transfert impératif (mimétisme institutionnel au sens de *Violetta Bajenaru*) des institutions capitalistes et les transposés de façon brutal sur l'ensemble de la population et l'économie sans pour autant se soucier des résultats que ce processus pouvait engendrer.

Mais cette transplantation institutionnelle a engendré une diversité de sentier qui pouvait s'expliquer par plusieurs raisons comme : la non prise en compte des institutions et leur renforcement (absence des droits de propriété clairs) ¹⁶⁵

¹⁶³ « G. Kolodko, 1992, op, cite ; p92.

¹⁶⁴ Leurs hypothèses étaient correctes mais pas réalistes.

¹⁶⁵ Définit comme : le droit d'usage (usus) de l'actif, le droit au revenu de l'actif (usus fructus), le droit de transformer et d'aliéner l'actif (abusus) et le droit de transmettre l'actif (le céder).

D'autres variables aussi importantes les une que les autres ont été négligées comme l'environnement et infrastructure institutionnel¹⁶⁶ propre à chaque pays contrairement aux analyses standards de transition qui ont affirmé le principe de « *Hirschman* » du mono-économisme (chapitre 1, section 1), sans oublier l'importance et l'inertie des institutions informelles du fait qu'elles prennent du temps pour être changé, l'importance des individus, de leurs mentalités¹⁶⁷, cultures dans l'amélioration de la qualité du processus du changement et leur adaptabilités aux nouvelles règles du jeu, l'efficacité du gouvernement de par ses pratiques dans la lutte contre les distorsions du marché, les contraintes subites par les firmes (Stiglitz, 2002), c'est ce que nous verrons dans la deuxième section.

4) Les analyses évolutionnistes comme une alternative à la thérapie de choc :

4-1) L'approche génétique (graduel, évolutionniste) : les partisans de cette dernière notifient que l'héritage de l'ancien système et les contraintes existantes sont d'une importance cruciale, et que l'interdépendance entre ces contraintes permet de déterminer les trajectoires de transformation. Pour eux la transition doit maintenir pendant un certain moment une cohérence entre le lourd héritage de l'ancien système et qui prend du temps pour être modifié d'un côté et les nouveautés émergentes du nouvel ordre d'un autre côté en favorisant l'évolution du nouveau système par rapport à l'ancien¹⁶⁸. Et donc l'équation qui illustre cette situation est la suivante :

$$\text{Génétique} = \text{évolutionnisme} + \text{interdépendances.}$$

Les adeptes du gradualisme appelaient pour une « *transition en douceur* », Kornai Janos approuve la priorité donnée au marché, mais il juge les réformes libérales prématurées.

¹⁶⁶ Catherine Locatelli Et Dominique Finon « l'échec de l'introduction des institutions de marché dans une économie en transition, Les limites du consensus de Washington dans un secteur de rente », Mai 2003, p3.

¹⁶⁷ Lyazid Kichou, Christian Palloix, 2010, op, cite ; p67

¹⁶⁸ Nous l'avons abordé dans le premier chapitre en parlant des principes fondamentaux de la transitologie

D'autres auteurs aussi portent également en faveur du gradualisme suites aux couts sociaux qu'a engendré la thérapie de choc tel a été le cas de Bernard Chavance, Grzegorz Kolodko, qui soutiennent une progression plus lente vers l'économie de marché, qui est selon eux moins douloureuse pour la société. En outre, les processus d'apprentissage des firmes postcommunistes ne peut s'inscrire que dans la durée.

Pour cela, ils insistent beaucoup plus sur le rôle que peut jouer l'état dans le processus de transition comme responsable du développement économique, et promoteur de la privatisation plus juste et enfin garant de la protection sociale. La Hongrie¹⁶⁹ était un bel exemple, qui a entrepris une telle transformation ajoutant à cela la chine et le Vietnam.

Et enfin, pour Roland, le gradualisme permet de corriger les erreurs du passé et cela bien sûr grâce à une coopération entre les élites nationales/internationales, sans oublier la prudence et la méfiance dans la stratégie de transplantation institutionnelle, cette dernière doit tenir compte de l'adaptabilité des acteurs à ces nouvelles contraintes, institutions¹⁷⁰

¹⁶⁹ Altynay Abdieba , Schuet ,op, cite ; p23.

¹⁷⁰ Mathilde Maurel, 2006, op, cite ; p105.

Le tableau3-2) : la différence entre les deux conceptions majeures de la transition.

(Transition néolibérale/transition graduelle)

	Optimisme libéral	Prudence institutionnelle
Quel but ?	Economie de marché libérale	Capitalisme moderne
A quel rythme ?	rapide	Diversité selon les domaines, généralement graduel
Comment ?	Par destruction radicale de l'ancien et jeu du marché autorégulateur	Par recomposition progressive et interaction entre processus spontanés et interventionnisme de transition
Mode de coordination	Le marché étendu aux différents domaines : produits, travail, capital	Une imbrication entre marché et autres modes de coordination
Hypothèses sur les comportements	Rationalité absolue de l' <i>homo economicus</i> , libéré du carcan ¹⁷¹ totalitaire	Apprentissage à partir d'une rationalité limitée dans une situation d'incertitude
Durée de la transition	Quelques années	Une ou deux décennies.

Source : Bernard Chavance, **ouvrage** « *La fin des systèmes socialistes. Crise, réformes et transformations* », Paris, l'Harmattan, 1994, p. 13.

¹⁷¹ L'*homo economicus* « homme économique qui est doté d'une rationalité parfaite et qui cherche la maximisation de son utilité » et carcan veut dire toute chose ou restriction qui entrave ses activités.

5) **La révision de la doctrine de transition néolibérale et la prise en compte des institutions :**

L'expérience de la transition néolibérale a pu démontrer ses propres limites. En effet, suite aux résultats imprévus enregistrés par un bon nombre de pays et leur diversité de trajectoire, ces mêmes pays ont vite appris qu'ils ne pouvaient réussir leur intégration et avoir une croissance durable même s'ils ont pu équilibrer leur budget, stabiliser leur commerce, développer et promouvoir un secteur privé productif, ramener les taux d'inflation à des niveaux faibles sans avoir une configuration institutionnelle appropriée qui constitue le filet de sécurité que doit développer chaque pays. (G.Kolodko ; op, cite ; 2000)

En effet, les institutions ont fait long feu, elles ont souvent été négligé dans l'approche standard de transition et a été considérée comme une variable exogène (comme nous l'avons soulevé plus haut), ce n'est qu'à partir de la fin des années 1990 qu'elles ont été prise en considération¹⁷² suite à l'expérience acquise des pays en transition et aux critiques des analyses hétérodoxes, aux résultats médiocres qu'ont enregistré ces pays telles qu'une récession transformationnelle, une inflation inertielle, la montée du chômage et des inégalités, l'accroissement des activités et de l'économie informelle, du troc, de la corruption, le crime économique, la diversité des trajectoire.

Ces critiques ont poussé les défenseurs de cette théorie à réfléchir d'avantage sur leurs actes et de faire marche arrière en essayant soulignant sue les institutions important « *institutions matters* ».

- Cependant, dans son rapport annuel élaboré en 1997, la Banque mondiale a essayé de modifier sa position en affirmant que la *bonne gouvernance* était indispensable au bon fonctionnement du marché et reconnaissait que chaque Etat devait remplir les fonctions essentielles suivantes : établir un système de lois, maintenir u environnement de politiques favorable, investir dans les services de base et l'infrastructure, protéger l'environnement, favoriser l'équité.

¹⁷² Joan M, Nelson, Charles Tilly and Lee Walker "Transforming post communist political economies" p3.
(Traduit par merad boudia hind)

Elle a aussi élaboré un rapport en 2002 qui a pour titre « Building Institutions for Markets » ce qui était dans les premiers temps un thème exclusivement institutionnaliste et minoritaire.

- La BERD quant à elle a contesté la mondialisation néolibérale et a communiqué dans son « transition report 2000 » qu'« *une importante leçon de l'expérience de la dernière décennie a été qu'il n'existe pas de processus ou de voie unique de transition menant de la planification centrale sous régime communiste à une forme unique facilement identifiable et familière de capitalisme de marché sous institutions politiques démocratiques.* ». (Transition report, BERD, 2000)¹⁷³

Ayant la volonté de mesurer annuellement depuis 1994 le degré d'avancement de chaque pays, la BERD a dressé un tableau contenant des « indicateurs de transition »¹⁷⁴ qui dépendent de quelques dimensions comme : pourcentage du secteur privé dans le PNB, libération des prix, réforme des institutions bancaires et financières,... Sur une échelle de 1 à 4+ unidirectionnelle qui permet de voir les pays avancés et ceux qui sont en retard.

Section 2) Les apports majeurs de la théorie du changement institutionnel : (la transition institué)

La théorie économique traditionnelle s'est coupée des autres sciences, ainsi elle étudie peu le processus du changement institutionnel et son évolution (comme nous l'avons vu dans les pages précédentes en parlant de l'échec de processus de transition néolibérale). Elle considère la transition comme un changement institutionnel consistant à importer les institutions de marché et les transposer de façon rigide.

¹⁷³ One important lesson from the experience of the past decade has been that there is no unique process or "time-line" of transition from central planning under communism to a unique, easily identifiable, familiar form of market capitalism under democratic political institutions. Indeed, there is nothing automatic or inexorable about the emergence of either an efficient market economy or a democratic political system with free and fair elections and respect for fundamental civil liberties and human rights.

¹⁷⁴ Transition report, BERD « employment, skills and transition, economic transition in central and eastern Europe, the Baltic states and the CIS », 2000, pp13-14.

Différents courants et travaux se sont consacré à l'étude des économies en transition et à l'explication de la diversité de trajectoires et des chemins empruntés de ces mêmes pays, à l'histoire et le développement économique et ont mis en évidence à la fois l'importance et la complexité des institutions et leurs changements.

Certes, il n'existe pas un seul consensus sur la manière de définir les institutions ou de conceptualiser le changement institutionnel mais nous nous référons malgré cela à la théorie Northienne du changement institutionnel pour pouvoir étudier les comportements des agents et entreprises. Sa théorie constitue le cœur de notre propre approche. (Il évoque les verrouillages que peut rencontrer le pays face à des transformations).

Nous nous appuyons ainsi sur la théorie des droits de propriété, des couts de transactions, sur l'asymétrie d'information et la rationalité limitée¹⁷⁵ des entrepreneurs pour tenter de discerner le comportement des agents et organisations, et finalement sur le renforcement des institutions et le rôle de l'état comme fil conducteur, acteur et promoteur du changement institutionnel en collaboration avec les organisations et entrepreneurs

❖ **La théorie du changement institutionnel :**

Cette théorie a apporté des éléments qui ont souvent été négligé par l'approche standard (l'approche néolibérale de transition) et par l'économie de développement à la Hirschmanienne mais elle respecte un des postulats fondamentaux de cet auteur qui est le refus du mono-économisme.¹⁷⁶

1) La théorie Northienne du changement institutionnel :

Parmi les économistes appartenant au courant de la nouvelle économie institutionnelle (NEI), le prix Nobel d'économie Douglass Cecil North est l'un de ceux qui a le plus réfléchi sur la conjonction entre comportements des agents et institutions.

¹⁷⁵ Lyazid Kichou, Christian Palloix « Institutions, croissance, développement : des articulations périlleuses autour de conflits/absence de conflits –le cas algérien- » un Colloque international, « INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE », 11-12 Mars 2006 – ORAN, p4.

¹⁷⁶ Souraya Hassan Hussein, Christian Palloix, 2003, p4

North s'intéresse au changement institutionnel et organisationnel. Sa contribution à ce processus est fort originale et pionnière.

Sa théorie qui tente à travers un ensemble d'éléments d'expliquer les divergences dans les performances entre les pays et d'étudier les déterminants de la croissance à long terme est essentielle pour de nouveaux progrès dans les sciences sociales en générale et l'économie en particulier (North, 1990) du fait des insuffisances et faiblesses de la théorie néoclassique.

L'approche néoclassique basée sur la rationalité parfaite, l'échange sans cout et enfin une information parfaite rencontre ses propres limites. Ce qui fait appel à une théorie en termes d'institutions.

Contrairement aux théoriciens du vieil institutionnalisme, la position de North sur le changement a évolué de l'approche néo-classique puis néo-institutionnelle vers une synthèse avec le courant évolutionniste à partir de ses travaux de 1990.

Néanmoins, North a gardé quelques une des hypothèses de la théorie néoclassique comme la concurrence mais il laisse de coté la rationalité parfaite et la complétude de l'information.

1-1) Changement institutionnel, institutions, organisations :

1-1-1) Conceptualiser le changement institutionnel :

North s'est référer à la théorie des jeux pour tenter de comprendre ou de définir le processus du changement institutionnel.

Cependant, le changement institutionnel a souvent été compris comme l'interaction continue et mutuelle entre les institutions (comprises comme les règles du jeu formelles et informelles) et les organisations (considérés comme les joueurs) dans un contexte de rareté et de concurrence (Par exemple le processus de transition est souvent considéré comme un changement institutionnel). Ces institutions changent sous l'effet des organisations.

Avant d'aller plus loin, il serait judicieux que nous fassions une séparation entre les institutions et les organisations en se basant sur la distinction qu'a été faite par North et qui est d'ordre primordial car elle nous permet de préciser le rôle des organisations dans le processus du changement institutionnel.

❖ Distinction entre les institutions et les organisations :

A) Les institutions :

Il n'existe pas d'unanimité sur le concept d'institutions, diverses définitions ont été attribuées à cette dernière en allant du vieil institutionnalisme (veblen, commons mitchell,...) au nouvel (North, ostrom, roland...)

Nous classons ces définitions de la manière suivante :

❖ Les différentes définitions des institutions :¹⁷⁷

1. Les habitudes d'un groupe ou les coutumes d'un peuple (Hamilton 1932).
2. Habitudes de la pensée commune que possède la plupart des hommes (Veblen 1919).
3. L'action collective exercée par les différents types d'organisation (famille, société, syndicats, l'état) dans le contrôle de l'action individuelle (commons 1924).
4. les habitudes sociales (Mitchell 1950).
5. Les organisations formelles, les modèles de comportement, des normes et des contraintes négatives (Coriat et Dosi 1998).
6. Les constructions mentales (Neale 1987).
7. Les règles du jeu (North, 1990).
8. Comment le jeu est joué (Nelson et Sampat 2001).
9. Systèmes de règles constitutionnelles relatives à la société, les règles régissant le choix collectifs des différents types d'organisations, les règles de fonctionnement des organisations (Ostrom, 1999).
10. Les normes qui régissent les relations entre les individus (Parsons 1990)
12. «les besoins, en effet nous avons besoin de droits de propriété pour rédiger les contrats, de droits et lois de faillites et tribunaux pour faire respecter les contrats, institutions financières

¹⁷⁷ Inspiré de Parto (2005) cité dans *Hettie Walters*. "Capacity Development, Institutional Change and Theory of Change: What do we mean and where are the linkages: A Conceptual background paper » pp6-7

de marché pour sécuriser les investissements et finalement de gouvernements apte à fournir les infrastructures et les biens. »¹⁷⁸ (Roland, 2004)

Parmi ces différentes définitions, nous retenons celle de Douglass North qui constituera la base de notre travail.

1) Définition des institutions selon North :

« Les institutions sont les règles du jeu dans une société ou plus formellement sont les contraintes humainement conçu qui structurent les incitations des hommes ». ¹⁷⁹ Ou en d'autres termes « les institutions sont les règles du jeu sous forme de contraintes établit par les hommes qui vont structurer les interactions humaines et les organisations sont les joueurs ». (North, 1990 ; p3, 1994 ; p361)

- Les institutions sont composées de règles formelles et informelles

1-1)-Les institutions formelles :

Elles peuvent être de nature politique (constitutions, lois, règlements), économique (droits de propriété), ou contractuelles (North, 1990 ; p.47)

North a insisté également sur l'importance du respect des règles (*enforcement*).

1-1-1) Catégories des institutions formelles :

Dans une communication sur les stratégies de développement, Dani Rodrik (2000)¹⁸⁰, classe les institutions formelles en cinq catégories

- Les institutions de protection (de la propriété, des contrats, des ressources)
- Les institutions de surveillance (de la concurrence)
- Les institutions de régulation (respect des équilibres économiques)

¹⁷⁸ Gerard Roland « understanding institutional change: fast moving and slow moving institutions ». 2004.p6

¹⁷⁹ Douglass North « institutions, institutional change and economic performance », p3.

¹⁸⁰ Paru dans Michel Garabbé « Production de capital institutionnel par les OEES », 2007, p2.

- Les institutions de couverture (assurance protection sociale)
- Les institutions d'arbitrage (conflits sociaux).

1-2)- Les institutions informelles : peuvent se définir comme suit :

Les conventions, les normes de comportement, les codes de conduites, culture définit comme le transfert intergénérationnel à travers l'enseignement et l'imitation de connaissances, de valeurs et d'autres facteurs qui influencent le comportement» (Boyd et Richerson, 1985, p. 2).¹⁸¹

Ajoutons à cela les coutumes, tabous, codes d'éthiques, normes morales...etc. (North, 1990 : p.44)

B) Les organisations :

Les organisations sont un ensemble d'acteurs¹⁸² ou un groupe d'individus s'engageant dans une activité téléologique et dont les objectifs peuvent être communs (Maximisation du profit, gagner les élections, éduquer les élèves,...)

Elles comprennent :

- Les organes politiques (partis politiques, sénat, organismes de réglementation)
- Les organisations économique (entreprises, syndicats, exploitations familiales)
- Les organisations sociales (églises, clubs, associations)
- Les organisations éducatifs (écoles, collèges, centres de formation professionnelle, universités).

1-2) Les agents, sources, direction et le processus du changement institutionnel :

L'évolution du processus du changement institutionnel requiert une profonde compréhension des sources du changement, les acteurs qui influent sur ces transformations et enfin la direction du changement et la dépendance du chemin. (North, 1990, 1997)

¹⁸¹ Douglass North, ouvrage, 1999, op, cite ; p37

¹⁸² douglass north, "Institutional change: a framework analysis", 1990, p3.

1-2-1) Les agents du changement : un ensemble d'entrepreneurs économiques¹⁸³ ou politiques ou organisations considérés comme les joueurs et les vecteurs de ce processus comme nous l'avons précisé plus haut qui vont façonner les nouvelles règles du jeu.

❖ Existence des organisations et couts de transactions :

Avant d'aller plus loin, il était primordial pour nous de faire un bref historique sur l'existence des firmes ou organisations.

A) La firme comme une « boîte noire » :

- Les hypothèses des néoclassiques :

De nombreux théoriciens ont considéré la théorie néo-classique dans son ensemble comme une légitimation élégante de l'économie de marché, elle a pour justifier la supériorité du marché décentralisé et parfait sur toute autre forme d'organisation économique.

Cette école de pensée considérait l'entreprise ou firme comme une « boîte noire »¹⁸⁴ qui consistait à transformer les flux d'entrées (matières premières,...) en flux de sortie (produits finis...) selon une fonction technique appelée « fonction de production ».

Les hypothèses de ce courant sont fondées sur les mécanismes de marché (ajustement de l'offre et de la demande selon les prix) qui sont jugés être suffisants pour coordonner les activités économiques individuelles. En toute logique, la firme groupement d'individu n'existe pas.

Autrement dit le marché est un mode d'organisation optimal et sans cout, car il est régulé par une concurrence pure et parfaite basé sur une information gratuite, parfaite,

¹⁸³ Douglass North « the contribution of the new institutional economics to an understanding of the transition problem » wider annual lectures, march 1997, p7.

¹⁸⁴ KOENING GILBERT, « les théories de la firme », deuxième édition economica, paris, 1998.p50

accessible à tout le monde et transparente, ce marché n'implique ni discipline ni contrôle, l'univers est certain et les couts de transaction sont nuls.

- Critique de l'approche traditionnelle de la firme :

Cette approche qui considérait la firme comme une boîte noire a été critiquée par plusieurs écoles, citons à titre d'exemple le vieil institutionnalisme en débutant avec les travaux Veblen(1919), Commons(1934), Wesley Mitchell(1949) et enfin le nouvel institutionnalisme avec les travaux de Coase (1937), Williamson, North, Jensen et Meckling, Stiglitz....

Cette approche a donné une nouvelle conception à la firme et a permis d'analyser de nouveaux problèmes d'importance cruciale dans la réalité tel que : les rapports d'autorité et de contrôle, les phénomènes hiérarchiques, les capacités des modes contractuels à motiver les personnes, et enfin l'organisation au sein de la firme.

Cette nouvelle théorie a plusieurs attraits dont a parlé Williamson en les considérant comme les « trois pieds interdisciplinaires » qui sont : le droit(le droit des contrats), l'économie (la réduction des couts) et enfin la théorie des organisations (qui explique son plus grand contenu comportemental).

B) Acte de naissance de la théorie institutionnelle moderne de la firme :

- Existence de la firme et couts de transaction :

Les travaux accordant de l'importance à l'existence de la firme débutent avec les études de Robertson et de Ronald Coase à partir de 1928-1937.

A partir de 1928, Robertson se pose plusieurs questions citons une d'entre elles : « **pourquoi des ilots de pouvoirs conscients émergent dans un océan de coopération inconsciente** ».

Et pour ce qui est de Ronald Coase, il expose dans son célèbre article « the nature of the firm », paru en 1937, les fondements d'une théorie des couts de transaction et mets fin aux hypothèses des néoclassiques qui considéraient la firme comme une fonction de production ou « boîte noire ».

R. Coase se pose la question suivante : « *Pourquoi l'entreprise agent collectif existe-elle Alors que la théorie démontre l'optimalité d'un univers marché composé d'agents individuelle ?* ».

« *Pourquoi une firme émerge t-elle dans une économie spécialisée dans l'échange ?* »¹⁸⁵.

Il tente alors de répondre à ces questions de la manière suivante :

Le recours au marché entraîne¹⁸⁶ des couts, lorsque ces derniers se révèlent être prohibitifs (la collecte de l'information est couteuse) ne ce reste qu'en temps et énergie dépensée, il devient avantageux alors de substituer à la coordination inconsciente marchande qu'est le marché, à une coordination autoritaire qu'est la hiérarchie dans le cadre d'entreprise.

Il explique dans son article que la firme émerge pour répondre aux défaillances du marché, car ce dernier implique des couts appelés « des couts de transactions » qui se définissent comme :

1. **Les couts de découvertes des prix adéquats**¹⁸⁷ : ex : s'informer, chercher le partenaire contractant. (Le cout de la recherche de l'information).
2. **Le cout de négociation et de conclusion** des contrats séparés : liés à l'asymétrie d'information, l'incertitude et la complexité de l'environnement.

¹⁸⁵ Gabrié Hubert, Jacquier Jean-Louis, ouvrage « La théorie moderne de l'entreprise, L'approche institutionnelle », economica , paris. P 70.

¹⁸⁶ Jean Michel Plane, ouvrage « la théorie des organisations », les topos, troisième édition. Dunod, paris, 2003., p62.

¹⁸⁷ KOENING GILBERT, op, cite ; p60.

3. **Les couts de surveillance et d'exécution** : liés à la surveillance des prestataires.

A cet effet, l'entreprise n'est plus considérée comme une boîte noire bien au contraire, mais comme une entité autonome qui a des objectifs à atteindre.

1) **L'économie des couts de transaction de O.Williamson :**

A partir de 1975, Oliver Williamson tente de construire son économie des couts de transaction en partant des prémisses de Coase.

Pour williamson les couts de transaction dépendent moins du fonctionnement du marché que de la nature de l'environnement et du comportement des entrepreneurs (rationalité limitée et opportunisme).

Cet économiste affirme que les entreprises ne cherchent plus qu'à avoir un pouvoir monopolistique au niveau des marchés mais cherchent à économiser sur les couts de transaction.

Il définit les couts de transaction comme les couts de fonctionnement des systèmes économique comme les couts de l'échange contractuels de biens et services entre deux firmes. Ils les répartissent en deux catégories :

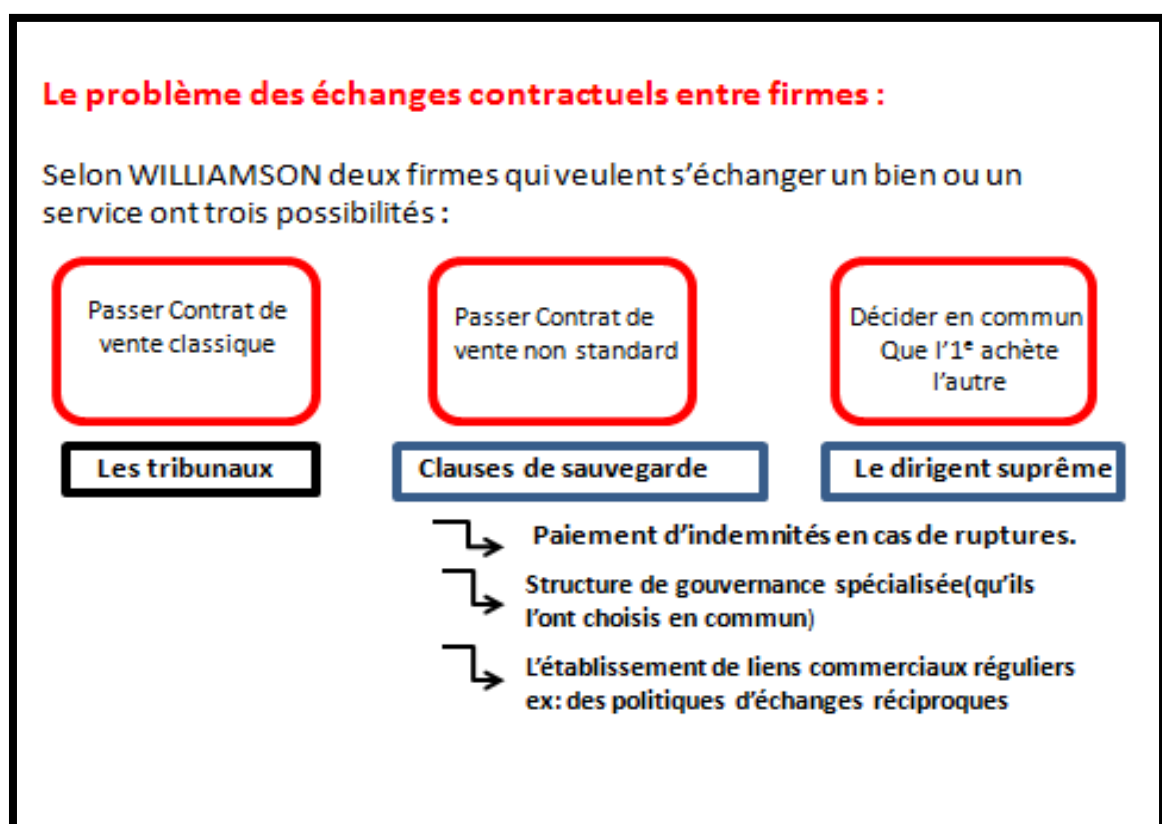
- **Les couts ex-ante** : - préparation. (Collecte de l'information pertinente sur les prix.)
 - Négociation.
 - Rédaction et conclusion des contrats.
- **Les couts ex-post** : - exécution, mise en vigueur.
 - Modification des contrats (en cas de conflits)

Ces couts sont liés aux événements non anticipés (respect des clauses de sauvegardes).

D'autres couts de transactions ont été ajoutés suite aux problèmes que peuvent engendrer les échanges contractuels.

En effet pour Williamson deux firmes qui veulent s'échanger un bien ou service ¹⁸⁸ ont trois possibilités :

Figure1-2) : le problème des échanges contractuels entre firmes



Source : établi par nous à partir des travaux de Gabrié Hubert, Jacquier Jean-Louis

Après avoir exposé ces problèmes, ils rajoutent d'autres couts de transactions définis comme suit :

¹⁸⁸ Williamson considère que les contrats de vente sont identiques que les contrats de recrutement des salariés, en effet dans un contrat de vente la firme s'engage à réaliser une tâche particulière « **un bien aux caractéristiques précis** ».

Et dans un Contrat de **travail** : l'employeur va **ordonner** à son employé d'exécuter une tâche particulière X équivalente à « **la production d'une quantité précise, une marchandise complètement spécifiée** »

- Les couts d'**engagement** (lorsqu'il ya une clause de sauvegarde surtout le paiement d'indemnité).
- Les couts d'**inadaptation**¹⁸⁹ engendrés par l'inadéquation du contrat originel à une nouvelle situation (due à un changement dans les conditions initiales).
- Les couts de **marchandage** : lorsque les deux parties doivent renégocier les termes du contrat pour l'adapter à la nouvelle situation.
- Couts d'**établissement** et de fonctionnement des structures de gouvernance (autres que les tribunaux)

Donc pour tenter de minimiser ces couts de transaction, Williamson propose à la firme d'intégrer des activités verticalement à travers l'internalisation de ces dernières et de disposer d'actifs spécifiques comme le fait de former ces salariés pour exécuter une tâche particulière (actifs spécifiques humains) ou de disposer d'actifs spécifiques matériels (machines de haute technologie) pour y faire face à l'incertitude de l'environnement, la concurrence et le manque de contrôle et de discipline au niveau du marché qui stipule que la rationalité des individus est parfaite hors ces derniers sont dotés d'une rationalité limitée et d'un opportunisme.

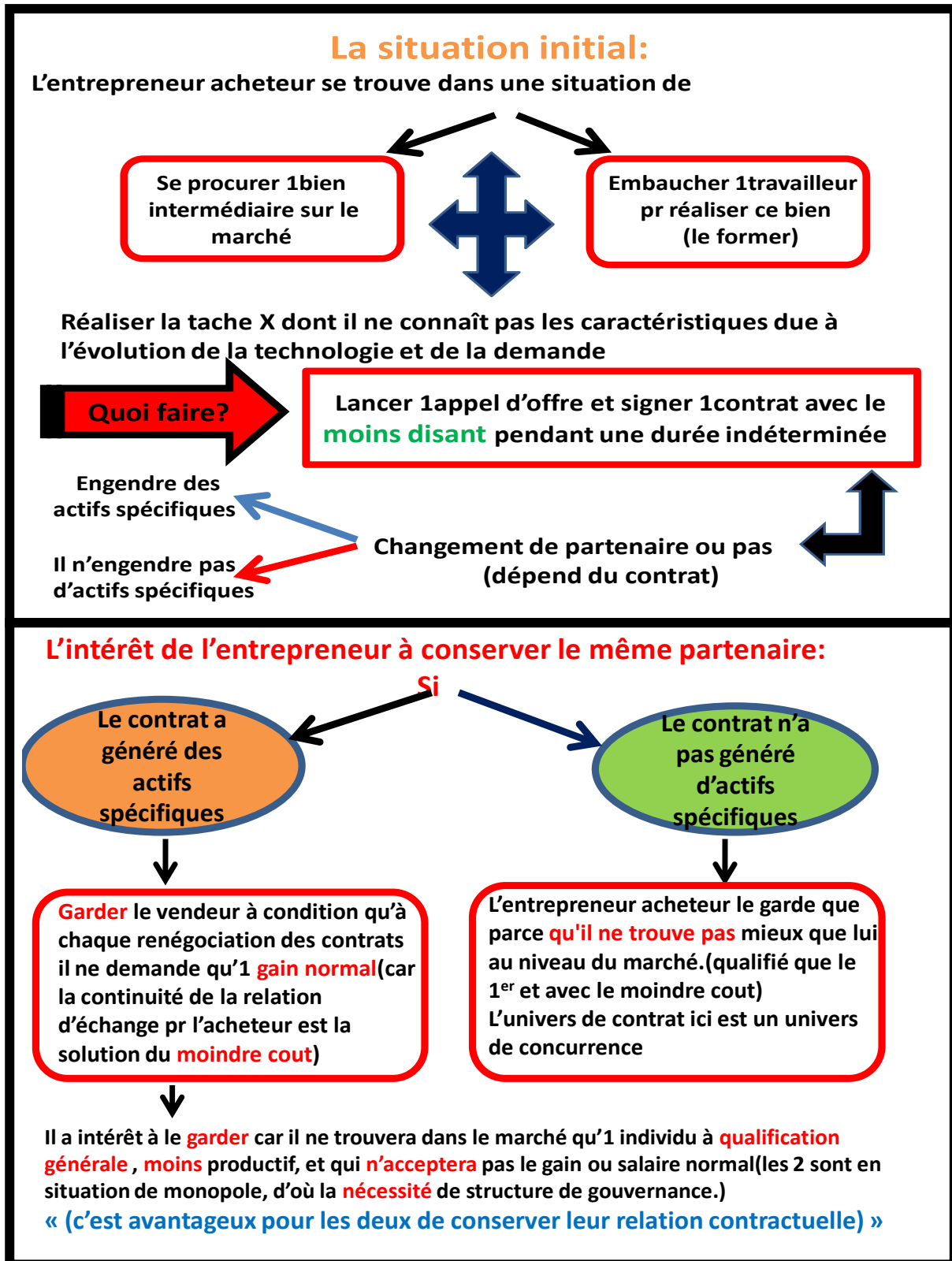
Dans cette lignée des choses, les institutions vont permettre à leur tour de réduire et de minimiser ces couts de transactions et inciter à cet effet les firmes à choisir entre ces différentes propositions d'échange.

2) Le comportement de l'entrepreneur face à la concurrence :

La concurrence oblige les organisations à investir en perpétuité dans les compétences et les connaissances nécessaires pour survivre. Les types de compétences et de connaissances des individus et de leurs organisations façonneront l'évolution des perceptions sur les possibilités et les choix qui modifieront donc progressivement les institutions. Par exemple dans un contexte de rareté omniprésente, la concurrence s'est accrue dans un marché, donc les organisations doivent former leurs salariés pour avoir de meilleures compétences et connaissance qui leur permettront d'améliorer leurs efficacités et d'y faire face à leurs rivaux.

¹⁸⁹ Gabrié Hubert, Jacquier Jean-Louis, op, cite ; p128.

Figure2-2) : le comportement de l'entrepreneur sous l'effet de la concurrence et l'incertitude de l'environnement



Source : établi par nous à partir des travaux de Gabrié Hubert, Jacquier Jean-Louis

2-1) Discerner et analyser le comportement des entrepreneurs et organisations, les acteurs du changement :

2-1-1) Le comportement des agents du changement :

Le changement institutionnel dans un cadre de transition implique l'émergence de nouvelles normes sociales et comportementales par le biais des organisations et leurs entrepreneurs¹⁹⁰ qui sont les principaux acteurs du changement.

Ces agents ont un rôle prépondérant à jouer en matière de décision et d'innovation¹⁹¹. Ils vont casser et modifier la routine qui existait auparavant¹⁹² et enfin façonner la direction du changement institutionnel à travers des activités intentionnelles pour pouvoir gagner le jeu grâce à une combinaison de compétences, de stratégies et coordination; par des moyens justes et parfois par des moyens ignobles. (North, 1990 ; p5)¹⁹³

A) Les hypothèses comportementales néoclassiques et la contribution des institutionnalistes à la compréhension et analyse des comportements individuels :

Sidney Winter¹⁹⁴ résume les hypothèses comportementales néoclassiques des individus de la manière suivante :

- 1-Le monde économique est raisonnablement considéré comme étant en équilibre.
- 2- acteurs économiques possèdent des choix individuels similaires et des préférences stables face à des situations aussi semblables les unes que les autres.
- 3- Compte tenu du jeu répété, tout acteur individuel et même les entreprises peuvent identifier et saisir toutes les occasions et opportunités disponibles pour améliorer les résultats.

¹⁹⁰ Appelés souvent des entrepreneurs institutionnels puisqu'ils façonnent les règles du jeu

¹⁹¹ L'entrepreneur est innovateur au sens de Joseph Schumpeter.

¹⁹² Agne's Festre'a and Pierre Garrouste, "Rationality, behavior, institutional, and economic change in Schumpeter" Journal of Economic Methodology, Vol. 15, No. 4, December 2008, p131.

¹⁹³ The objective of the team within that set of rules is to win the game - by a combination of skills, strategy, and coordination; by fair means and sometimes by foul means.

¹⁹⁴ Winter cite dans « institutions, institutional change and economic performance », Douglass North, 1990, page 17.

D'un autre sens, les néoclassiques considéraient ces agents comme étant opportunistes et qui cherchent la maximisation de leurs profits par n'importe quel moyen en se dotant d'une rationalité parfaite qui leur permet d'appréhender tous les résultats possibles mais aussi les couts et avantages de chaque choix, activité... dans un univers caractérisé par une information parfaite et sans cout, concurrence pure, et ou les couts de transactions sont nuls.

- Ces hypothèses ont été critiquées et abandonné pour laisser place au courant institutionnaliste qui a tenté d'apporter des éléments de synthèse pour comprendre la réalité de comportement des individus. Parmi ces institutionnalistes, nous citons Douglass North qui a incorporé d'autres éléments beaucoup plus impressionnants et importants ou du moins réalistes.

Pour North :

- 1- le concept d'équilibre qui est un outil précieux rencontre ces propres limites. Le monde économique n'est pas tout le temps équilibré, mais il existe un continuum de théories qui émergent.
- 2- Concernant les situations et les choix similaires des individus mais aussi leur rationalité, North affirme que les individus peuvent avoir des choix uniques et aussi différents les uns que les autres et qui dépendent de leurs modèles mentaux, et les situations ne sont pas tout le temps répétitive bien au contraire, les agents peuvent être confrontés à de nouvelles situations dans un univers incertain¹⁹⁵ ou l'engagement n'est pas crédible et ou l'information est asymétrique (incomplète et fausse) et couteuse et ou les couts de transactions ne sont pas nuls. Il rajoute à ce propos que ces mêmes agents sont dotés d'une rationalité limitée et non pas parfaite et d'un opportunisme.

1) La rationalité limitée :¹⁹⁶ concept forgé par Herbert Simon. Il porte sur l'étude du comportement d'un individu face à un choix (l'achat d'un produit,...) et suppose les aptitudes des agents sont cognitives restreintes, elles ne leur permettent pas d'appréhender ni de traiter l'information pertinente et par suite que leur comportement ne sont qu'intentionnellement

¹⁹⁵ Douglass North, « Five propositions about institutional change », p 3.

¹⁹⁶ Gabrié Hubert, Jacquier Jean-Louis, op, cite ; p133

rationnel. (Leurs capacités de traiter, stocker et exploiter l'information sont limitées par leur intelligence).

Dès lors, l'acteur va généralement s'arrêter au premier choix qu'il jugera satisfaisant.

2) L'opportunisme : qui signifie que les agents cherchent à réaliser des gains individuels dans les transactions et échange par manque de franchise, d'honnêteté au détriment des intérêts de leurs partenaires contractuels. En lésant l'autre partie à travers la ruse la mauvaise foi, le mensonge, la tricherie,... par n'importe quel moyen pour atteindre leur objectifs.

3) les modèles mentaux :

En plus de la rationalité limitée et l'opportunisme des agents et organisations, North affirme que les comportements des agents dépendent de leur perception et représentation du monde (modèles mentaux) dans un univers incertain et complexe. (North, 1990 ; op, cite ;p25)

Les idéologies et croyances cristallisés en construction mentale ou en d'autres termes en « modèles mentaux »¹⁹⁷ permettent aux agents de comprendre et d'interpréter le monde autour d'eux et de faire le choix en évaluant les opportunités¹⁹⁸ de certains changements. Ces modèles s'expriment par le transfert intergénérationnel des connaissances, des valeurs et des normes qui varient radicalement entre les différents groupes ethniques et les sociétés.

Ils dépendent en grande partie de leur perception du monde mais aussi de leur expérience et apprentissage et adaptabilité aux nouvelles contraintes et incitations.
Ces modèles mentaux diffèrent selon les individus.

1-3) -Les sources du changement et le processus d'apprentissage :

Les sources¹⁹⁹ du changement peuvent être interprété comme les opportunités et perceptions des entrepreneurs qu'elles soient « bonnes ou mauvaises » qui reflètent le changement dans les prix, de goût et préférences qui permettent aux individus d'acquérir des connaissances et des compétences pour pouvoir par exemple les améliorer et cela dépend de leurs modèles

¹⁹⁷ Douglass North « The new institutional economics and development », 1992.p 1. Washington university, ST.LOUIS

¹⁹⁸ Christopher Kingston et Gonzalo Caballero « comparing theories of institutional change », , aout 2006, p17

¹⁹⁹ Douglass North, 1990, op, cite,p 5

mentaux car c'est à eux de déterminer le choix des entrepreneurs et de déchiffrer l'environnement qui les entours.

Et donc le changement institutionnel est un processus délibéré qui vient d'en bas à la suite de la demande des entrepreneurs dans un contexte de modification des couts. En effet, l'entrepreneur va évaluer les gains qu'il pourrait obtenir à la suite de la mobilisation des ressources pour modifier le cadre existant²⁰⁰. Son but est la réduction des couts de transaction et la maximisation de son intérêt personnel et richesse par n'importe quel moyen possible.

Par exemple, si ces entrepreneurs s'aperçoivent qu'ils peuvent percevoir des profits élevés s'ils s'engagent dans des activités criminelles²⁰¹ alors ils investiront leurs ressources dans la formation de leurs employés pour qu'ils acquièrent des connaissances et compétences en matière de criminalité et pour qu'ils deviennent de meilleure criminelle.

1-3-1) Le changement institutionnel formel et informel :

➤ Changement institutionnel formel et la diversité des trajectoires des pays en transition :

Weber (1921)²⁰² souligne que la relation entre les règles formelles et informelles est réciproque et complexe, en effet, L'incompatibilité entre les règles formelles et informelles provoque des tensions²⁰³ mais malheureusement la théorie néoclassique de transition s'est concentrée uniquement sur le changement des institutions formelles en négligeant leur mise en œuvre et l'inertie des institutions informelles (North, 1990).

²⁰⁰ Par exemple il va évaluer les gains qu'il pourrait obtenir à la suite de la formation sur le tas des salariés pour qu'il améliore l'efficacité de son entreprise dans un cadre de concurrence et le gain qu'il obtiendrait s'il embauchera un autre salarié.

²⁰¹ Douglass North, 1997, op, cite; p7

²⁰² bernard chavance , op, cite; p57 (article en anglais)

²⁰³ Douglass North, 1990, op, cite ; p9.)

Tel a été le cas des économies en transition ou la nécessité de leur passage à l'économie de marché les a poussés à recourir à des moyens peu performants pour accélérer le processus de transition.

A)-Les causes du changement des institutions formelles :

Le changement des règles formelles est un processus court et facile comparé à celui des règles informelles qui prennent du temps pour être modifié du fait de leur inertie.

Ce processus peut se produire à la suite par exemple de changement législatif comme la modification ou l'adoption d'une nouvelle loi²⁰⁴, changement au niveau de la constitution ou tout simplement ces règles formelles pourront être modifiées à la suite d'un tremblement de terre au sens de Roland²⁰⁵ qui va être causé et provoqué par l'évolution continue mais lente des règles informelles à titre d'exemple, les perceptions des entrepreneurs sur le monde qui les poussent à modifier les nouvelles règles du jeu.

En effet, ces derniers jugent qu'ils pourraient mieux faire en choisissant d'autres alternatives considérées comme étant meilleures que les précédentes par exemple concernant un changement dans la qualité d'un produit ou son prix dans un contexte de concurrence.

Citons à ce propos un phénomène qui a suscité l'attention de divers courants qui est celui de la transition des économies socialistes vers une économie de marché qui nécessitait un changement au niveau des règles formelles existantes.

En effet, la transformation postsocialiste implique que des éléments particuliers du système économique national, le système dans son entièreté comme sa nature spécifique, et même l'environnement de ce système, sont tous transformés au cours d'une période historique relativement brève et cela s'est produit à travers « *un mimétisme institutionnel* » au sens de Violetta Bajenaru ou un capitalisme « *clé en main* » au sens de Wladimir Andreff. (Dont nous avons parlé au premier chapitre)

²⁰⁴ G.Roland, 2004, op, cite; p4.

²⁰⁵ », Christopher Kingston et Gonzalo Caballero, aout 2006, p13.

Considérés comme « un bassin institutionnel », les pays développés servaient de modèles exemplaires de développement ce qui a poussé les pays en transition à importer leurs institutions formelles et les transposé sur leurs économies sans avoir un minimum de connaissance sur les difficultés que peut engendrer ce processus.

Finalement, cette greffe institutionnelle a été rejeté par un bon nombre de pays d'où l'apparition de la diversité des trajectoires et performances économiques comme l'a affirmé North²⁰⁶ entre pays pendant les dix premières années de transition et cela s'explique par plusieurs raisons que nous allons aborder en parlant de changement institutionnel informel et de l'inertie des règles informelles.

B)-Changement institutionnel informel et la dépendance du chemin :

1)-L'inertie des règles informelles et le processus d'apprentissage :

Selon G.Kolodko 1992, la réalisation d'une croissance soutenue et l'élimination de l'inefficacité de l'économie socialiste est un processus de longue haleine, la croissance n'arrive ni rapidement ni spontanément, il ne faut pas chercher à bruler les étapes comme a été la croyance naïve des IFI de procéder à une privatisation rapide des économies postsocialistes.

En effet, le passage d'une économie planifié à une économie de marché devait être accompagné d'un changement de comportement²⁰⁷ des agents, de compétences, de connaissances, et de règles informelles qui sont considérées comme étant primordial pour la réussite du processus de transition.

Mais malheureusement, les états et réformateurs ont négligé le facteur culturel dans la transplantation des nouvelles institutions, ce qui a occulté toute réflexion sur les méthodes de reconstruction. Le marché nécessitant des institutions et une culture des participants propices à la prise de décision.

Cependant une économie de marché fonctionnelle doit être bâtit sur de bonnes bases

²⁰⁶ douglass north, 1992.p6.

²⁰⁷ KOLODKO GRZEGORZ, 1992, op, cite ; p 100.

Institutionnelles formelles/informelles, mais malheureusement l'individu qui est l'unité de base de l'analyse économique, comme l'ont constaté Armen Alchian et William Allen²⁰⁸ dans l'étude sur les objectifs des états unis qui dépendent des objectifs des individus ont été mis hors circuit et ont été confronté dans cette courte durée à une incertitude systémique.

Ces réformateurs n'ont pas accordé des opportunités à tous les acteurs économiques et organisations de défendre leur bien fondé alors que ces derniers se replient souvent sur des habitudes et des routines établies, sur des comportements ou des rapports appris antérieurement, mais ils s'appuient également sur des anticipations de l'ordre émergent, ou des opportunités de court terme. Ces anticipations ont des conséquences créatrices, souvent imprévues.

Le changement institutionnel informel, est généralement un processus lent et progressif (Roland 2004) sauf dans le cas de quelques unes des normes sociales comme le souligne Roland²⁰⁹ à titre d'exemple la tolérance d'une société pour les cigarettes qui est un phénomène rapide à changer comparé à d'autres normes (attitudes des individus à l'égard de la corruption ou de la peine de mort).

Dans le cas contraire, ou l'évolution de ces règles informelles est lente, elles doivent être accompagnée d'un processus l'apprentissage et l'adaptabilité des agents aux nouvelles contraintes à travers la formation par exemple qui sont les principaux clés de la réussite, survie des organisations dans un univers incertain et ou la concurrence marque la sphère économique. (North, 1990)

Ce processus d'apprentissage devait permettre à tous les acteurs de mieux comprendre les institutions et les appliquer au mieux pour que cette transition soit fonctionnelle d'une façon

²⁰⁸ Violéta Bajénaru, op, cite ; p3.

²⁰⁹ Gerard Roland , 2004, op, cite; p12.

générale pour que le greffon qui a été transplanté ne soit pas rejeté par les individus mais soit compatible avec leurs modèles mentaux pour que la stratégie ait du succès.²¹⁰

La coordination par le haut (à travers le gouvernement par exemple) doit être compatible avec la coordination par le bas (modèles et schémas mentaux) en d'autres termes, les institutions informelles doivent être en harmonie avec les institutions formelles et faciliter leur mise en place ou leur création pour pouvoir diminuer la prolifération du secteur informel.²¹¹

Des institutions informelles saines²¹² sont la base de la réussite d'un changement institutionnel dans un cadre de transition et ne doivent pas être sous estimé car elles peuvent tantôt favoriser²¹³ le développement (comme la confiance, la solidarité,...) tantôt lui faire obstacle (comme les traditions, coutumes, pratiques religieuses...

En outre, les états devaient aussi améliorer leur cadre institutionnel intérieur et créer des institutions qui pouvaient leur correspondre car chaque pays a son héritage institutionnel et historique propre à lui, des modèles mentaux²¹⁴ qui se diffèrent selon les individus ce qui peut expliquer l'échec du processus de transition et la diversité des trajectoires.

1-4) Direction du changement institutionnel : « path dependency » :

1-4-1) Le jeu des organisations

La viabilité, la rentabilité et la survie des organisations dans une société dépendent généralement de la matrice institutionnelle existante.²¹⁵

Les institutions sont créées par les êtres humains, leur évolution et modification dépend du choix de ces derniers ce qui nous amène à étudier le comportement des entrepreneurs et comment ces derniers créent les règles, les appliquent et acceptent de jouer le jeu ou tout simplement les modifier et contourner.

²¹⁰ Maurel Mathilde, 2006, op, cite : p104.

²¹¹ Souraya Hassan Hussein et Christian Palloix, février 2003, 2003 , op, cite ; p10.

²¹² Douglass north, 1992.p6.

²¹³ Johannes Jütting, Denis Drechsler et Indra de Soysa « Traditions et développement Parfois : le mieux est l'ennemi du bien », OCDE, repères n°34, 2006, p1.

²¹⁴ Violetta Bajenaru, op, cite ; p4.

²¹⁵ « five propositions about institutional change », douglass north,op, cite;page 6

Alors la question centrale qui se pose est la suivante :

Que poussent les agents à se comporter de telle manière ? Et comment ces derniers réagissent aux nouvelles contraintes institutionnelles ? ou d'une autre manière comment les organisations induisent elles ces changements ????

Dans un environnement institutionnel donné, les organisations ou firmes adoptent des comportements stratégiques appelés « path shaping » c'est-à-dire l'entrepreneur est innovateur est inaugurateur d'un nouveau sentier ou « orientant le chemin »²¹⁶.

- Nous citons deux types de ces comportements :

1-Elles peuvent s'accommoder aux institutions en tentant de les contourner ou modifier surtout si ces dernières sont inefficaces puisqu'elles sont créées par les individus ayant pour but servir leur intérêt personnel et non pas pour être efficace.

En effet la persistance de cette inefficacité s'explique par leur manque de légitimité, elles ne sont pas compatibles avec les institutions existantes ou sont instables ce qui aboutira au blocage²¹⁷ du processus de changement institutionnel et de créer des conflits qui surgissent à cause de la non adaptabilité des agents aux nouvelles contraintes ou d'une autre manière de la résistance des perdants aux changements et d'un manque d'engagement d'un côté (Roland, 2004 ; p10 et François Facchini, 2003 ; p63), et d'un autre l'influence des gagnants qui vont pousser vers la modification institutionnelles (North, 2005 ; Acemoglu, 2003 ; p30)²¹⁸

Ces gagnants peuvent être des firmes ou des organisations intermédiaires (syndicats, associations) qui exercent leur influence sur les décideurs politiques ou tout simplement des organisations politiques qui seront une entrave à la réussite du processus du changement.

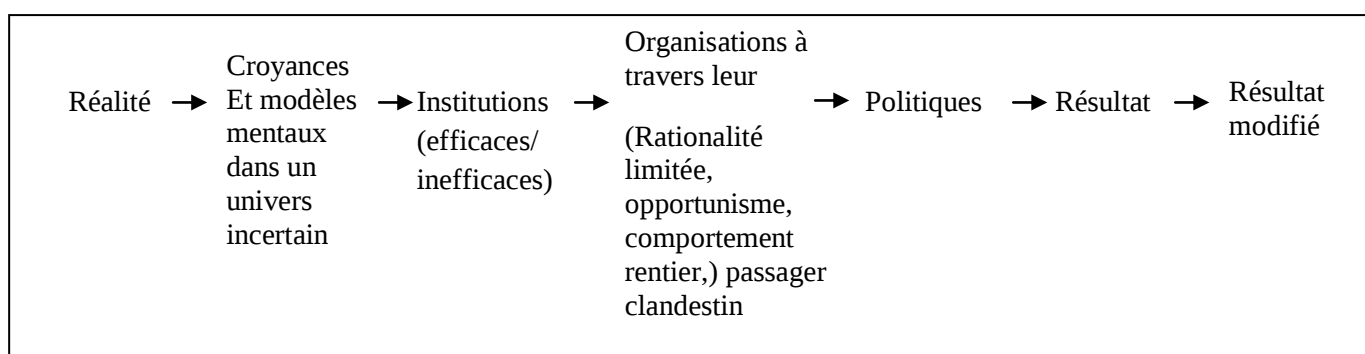
²¹⁶ Caroline Vicensini, **ouvrage** « vingt ans de privatisation en Europe Centrale, trois trajectoires de propriété », éditions l'Harmattan, 2010.

²¹⁷ bernard chavance , op, cite ; p64.

²¹⁸ Paru dans l'article «De l'économie du développement à l'économie de transition : une lecture de l'économie algérienne », Lyazid Kichou, Christian Palloix. Économie et institutions, N°15, 2eme semestre 2010. Page 71

2-Finalement, ces organisations peuvent accepter de jouer le jeu et faciliter ce processus en se conformant aux règles du jeu existantes comme l'ont affirmé Robinson et Acemoglu, 2000 en signalant que parfois les travailleurs sont désorganisés mais en cas de crise ils vont se réunir pour renverser le régime actuel en affrontant cette crise. Ce qui permettrait de faciliter les changements institutionnels.

En bref, leur type de comportement dépend de leurs objectifs et modèles mentaux²¹⁹ qui peuvent être des représentations du monde efficaces ou encore erronées (North, 1990)



Source : (North, 2005) paru dans l'article de Didier Chabaud « Environnement institutionnel et trajectoire des entreprises : une analyse Northienne de l'industrie électrique » cahier de recherche, n°29, 2005, p6. Et modifié par nos propres soins.

- Chabaud et North interprètent le schéma de la manière suivante :

les individus ayant pour objectif la maximisation du profit ont intérêt à coopérer avec les autres agents lorsque le jeu est répété ou que l'information sur les deux partenaires est complète mais dans le cas contraire quand l'information est asymétrique, coûteuse et que les agents sont opportunistes et sont dotés d'une rationalité limitée qui va leur permettre de créer des représentations du monde qui se cristallisent dans les croyances partagées vont modifier les règles et les aligner avec leurs objectifs en exerçant leur influence sur les décideurs politiques ce qui permettrait de modifier la réalité.

²¹⁹ Didier Chabaud « Environnement institutionnel et trajectoire des entreprises : une analyse northienne de l'industrie électrique » cahier de recherche, n°29, 2005, p5.

Nous pouvons résumer les éléments de base processus du changement institutionnel de la manière suivante :

Selon North [1990], les institutions influencent les organisations qui influencent à leur tour la performance économique, qui dépend aussi de leur cadre et environnement.

En se référant aux travaux de Lyazid Kichou et de Christian Palloix, nous résumons Les caractéristiques du processus du changement institutionnel de la manière suivante :

1-) Des arrangements institutionnels²²⁰ (règles qui définissent et régulent les comportements des agents par rapport aux actifs, actifs tangibles et financiers, agents), ceux-ci rendant compte des exigences de la valorisation des firmes pour le compte des détenteurs de droits de propriété (public, privé), l'arrangement institutionnel ayant également pour objet de capter le surplus dégagé par l'arrangement organisationnel, Cet arrangement se fait entre deux entités économiques. Il définit la manière dont ces unités peuvent coopérer et/ou se concurrencer.²²¹

2-) les arrangements organisationnels (règles, actifs tangibles, humains, intangibles, financiers, agents), ceux-ci rendant compte des exigences de production de surplus ou survaleurs pour le compte de l'arrangement institutionnel,

3-) l'environnement institutionnel, qui se présente comme le contexte légal, politique, économique, qui encadre les arrangements institutionnels et organisationnels, comme les règles qui posent les bases de production, d'échange et de distribution, des droits de propriété et de contrats...

- avec une typologie des actifs

Christian Palloix et Lyazid Kichou, 2003 résument les éléments de base du processus du changement institutionnel comme suit :

²²⁰ Inspiré de l'article de Lyazid Kichou et Christian Palloix « L'Algérie et l'optique de Barcelone : Changement Institutionnel et Inerties Conflictuelles », présenté dans colloque « économie méditerranée monde arabe », intégration euro-méditerranéenne et évolutions structurelles et institutionnelles des économies méditerranéennes. Septembre 2002.

²²¹ Caroline Vincencini, **Thèse de doctorat** : les trajectoires nationales de propriété en Pologne, Hongrie et république tchèque, UNE ANALYSE COMPARATIVE DU CHANGEMENT INSTITUTIONNEL», 2003, p19.

« Les arrangements institutionnels et organisationnels reposent sur une typologie des actifs²²². La valorisation de ces actifs s'opère dans un **arrangement organisationnel** (procès de production, organisation du travail, relations internes et externes, dispositifs contractuels, autorité et hiérarchie) **dont l'efficience** (chiffre d'affaire, résultats, cours de l'action, etc..) est **commandée** par l'**arrangement institutionnel** (droits de propriété, structure juridique, règles de fonctionnement, etc..).

Cette articulation entre A.O. et A.I. s'inscrit dans une dynamique conflictuelle et instable que L'environnement institutionnel encadre, stimule et régule. La légitimité de la commande de l'A.I. sur l'A.O. s'exerce par les droits de propriété (privés, publics) »

En effet cet environnement institutionnel fournit des incitations qui dictent les types de compétences et les connaissances ayant le maximum de profit par exemple North cite à ce propos que si les gains sont élevés dans des activités de piratage alors les entrepreneurs et organisations vont investir dans les connaissances et compétences qui feront d'eux de meilleurs pirates²²³, et enfin si les organisations réalisent les gains les plus élevés dans la production alors ils vont investir dans les connaissances et compétences pour atteindre cet objectif.

➤ La direction du changement :

Dans son célèbre ouvrage « *institutions, institutional change and economic performance, 1990* », Douglass North tente de démontrer l'importance du legs historique et institutionnel dans la compréhension des performances différenciés du présent et le futur d'un pays et dans l'orientation de la direction d'une trajectoire donnée.

En effet, l'analyse institutionnelle et systémique était le seul moyen qui pouvait expliquer la diversité des trajectoires.

²²² Ces deux auteurs répartissent ces actifs de la manière suivante : Actifs tangibles (batiments, équipements, licences, brevets) ; actifs humains (salariés) ; actifs intangibles (savoir faire, compétences), et enfin des actifs financiers (actions, obligations, créances), ils ajoutent que les droits de propriété ne s'exercent que sur les actifs tangibles et financiers.

²²³ douglass north, 1990, op, cit page 3.

1-4-2) Le concept de *path dependence*, ou "dépendance du chemin"

Le concept de path dependency a été développé par David [1985] et Arthur [1989] à propos du changement technologique, que North est un des premiers à appliquer et transposer au changement institutionnel. Ce concept suggère qu'une évolution peut être non prévisible, contrainte par des héritages, l'histoire ou tout simplement les institutions précédentes et que ses résultats peuvent être difficiles à modifier (rencontre des verrouillages) et inefficace ce qui l'enfermerait dans une trajectoire donnée.

North tente alors de transposer ce concept au changement institutionnel. Nous compléterons enfin nos analyses par l'introduction des concepts clés comme celui de *path shaping* ("orientant le changement"), ou inaugurateur d'un nouveau sentier dans l'explication du changement institutionnel.

Par la suite, North (1990) considère le changement institutionnel comme étant incrémental et path dependent, il identifie les mécanismes qui mènent vers des verrouillages (lock-in) susceptibles de rendre une configuration institutionnelle inefficace, ces derniers se résume comme suit :

A) Path dependency : (effet de sentier, dépendance du chemin ou de la trajectoire)

- Les verrouillages que peut rencontrer un changement institutionnel et qui l'enfermerait sur une trajectoire donnée se résument comme suit :

1)- Une matrice institutionnelle inefficace du fait de l'inertie et de la persistance des

institutions informelles (la culture et connaissances accumulées et acquises qui nécessitent un processus d'apprentissage et qui dépendent des connaissances précédentes par exemple) ou de leur non compatibilité avec les règles formelles

Si d'un côté les institutions permettent de minimiser les coûts de transaction et l'incertitude, elles peuvent être d'un autre côté inefficaces. Du fait de la rationalité limitée, les individus ont « des représentations du monde fréquemment erronées, car les institutions ne sont pas créées

par des groupes pour être socialement efficaces mais pour servir et défendre leur intérêts personnels²²⁴ (North1990, p16)

Ces représentations cristallisées en un ensemble de croyances, idéologies et qui forment les contraintes informelles ou d'un autre sens les modèles mentaux sont la clé de la compréhension des dépendances de chemin.²²⁵

En effet, ces modèles mentaux vont nous permettre de comprendre les comportements des individus dans un environnement donné.

L'exemple bien connu et qui peut illustrer l'importance des règles informelles est celui de la transformation postsocialiste. Nous prenons l'exemple de l'héritage socialiste qui a enfermé les pays en transition dans une trajectoire donnée.

1-1) L'héritage du passé dans la compréhension de la path dependency

La signification d'effet de sentier²²⁶ dans le processus de transformation postsocialiste signifiait que l'héritage des institutions socialistes, comportement précédent sont encore présent dans la plupart des sociétés et ces derniers prennent du temps pour être modifier.

Cet héritage dépend des règles informelles et leur inertie qui a souvent été sous estimé par l'approche néoclassique, car si les règles formelles peuvent être changé du jour au lendemain, les institutions informelles prennent beaucoup plus de temps, pour cela l'état doit jouer son rôle pour permettre aux institutions informelles d'être en harmonie avec celle formelle.

Le système socialiste a laissé des séquelles importantes sur les comportements des individus, tel a été le cas de la bureaucratie, la désorganisation, le manque de compétences et de savoirs faire, et un bon nombre d'échecs dans la coordination des politiques locales²²⁷.

²²⁴ Individuals act on incomplete information and with subjectively derived models that are frequently erroneous; the information feedback is typically insufficient to correct these subjective models. Institutions are not necessarily or even usually created to be socially efficient; rather they, or at least; the formal rules, are created to serve the interests of those with the bargaining power to devise new rules.

²²⁵ douglass north, 1992, page 4.

²²⁶ Chavance Bernard, 1999, op, cite ; p15

²²⁷ Violetta Bajenaru, op, cite ; p8.

L'esprit, la personnalité, et la façon de penser d'un citoyen était endoctriné et affecté par le syndrome d'homme soviétique dans le contournement des lois et la forte dépendance du système la mentalité d'un individu socialiste est bien plus différente que celui d'un individu capitaliste en effet il est impossible de changer ses aptitudes et modèles mentaux dans un court temps.

L'individu était considéré comme une machine qu'on pouvait facilement contrôler, manipuler et qui devait se soumettre au système

Il ne pouvait et devait ni interpréter les mots de quelqu'un car c'était quelque chose de mauvais, il devait juste se contenter d'y croire et d'exécuter les ordres de son maître sans donner son avis. Le but du socialisme était d'empêcher par tous les moyens l'individu de voir la réalité et de la juger.

Au niveau des pratiques et des activités professionnelles, un manager ne pouvait et devait pas être recruté selon ses compétences mais selon sa capacité d'exécuter les ordres de son directeur et des partis communistes. Il ne pouvait en aucun cas chercher la maximisation du profit de son entreprise ou l'efficacité de cette dernière car elle aurait pu être considérée comme néfaste et nuisible à l'intérêt général du pays ce qui a poussé les individus à pratiquer des activités informelles en enfreignant la loi pour atteindre leurs objectifs.

Les individus n'ont pas tous été endoctrinés de la même manière par le système socialiste de l'URSS. Les réactions des citoyens étaient différentes ce qui signifie la diversité et la multiplicité des caractères des habitants de chaque pays.

A titre d'exemple, si les Bulgares servaient de modèle du peuple serviteur qui acceptaient de se soumettre aux directives de son maître, les Hongrois et Polonais ont mis en place une dose de libéralisation ce qui a pu faciliter et encourager, entraîner la libéralisation dès 1989 de ces pays.

1-1-1) L'importance de l'histoire : (culture et colonisation)

Hodgson signale à ce propos que²²⁸ « la spécificité historique est considérée comme un ingrédient nécessaire d'une théorisation générale »

Cependant, « Bernard Chavance » signale que ces éléments importants qui ont longtemps été négligé par l'analyse traditionnelle de transition ne doivent pas être minoré dans l'expérience des voies nationales de transformation, qu'elles aient été mauvaises, positives ou même fascinantes.

En effet, Dans un rapport élaboré par BERD, ils ont concluent que les institutions dépendaient d'un degré important d'histoire et de la culture.

Parmi cette spécificité historique nous citons à titre d'exemple la colonisation, qui peut avoir un impact défavorable sur la culture des individus, ou tout à fait le contraire et qui le pousserait à adopter divers comportements dans différentes situations.

Mais d'autres auteurs ont réfuté l'importance de l'histoire et ont affirmé qu'elle ne pouvait en aucun cas affecter la performance économique d'un pays en signalant que la France et l'Italie ont connu une instabilité politique dans les années 1950 mais cela n'a pas compromis la croissance, ou à la forte corruption dans les économies japonaise, coréenne et chinoise. Ces éléments permettent de déterminer la voie et les chances de ce pays de s'adapter à la nouvelle situation.

Finalement, ce que nous pouvons dire est que, la *path dependence* n'est qu'une défaillance de marché pouvant être corrigée par des mécanismes comme la coordination entre agents (état, entreprises, collectivités,...), la planification ou la création d'un marché de droits de propriété, ou finalement une meilleure gouvernance publique et privée

²²⁸ Cite dans Bernard chavance , op, cite ;p 13.

3) **Le régime et la théorie des droits de propriété :**

3-1-) Définition et origine des droits de propriété : Les travaux accordant de l'importance aux droits de propriété débutent avec Ronald Coase(1960), Harold Demsetz(1966,1967), Henry Manne(1965), S. Pejovich et E.G.Furubotn (1972,1974). Ces auteurs tentent de développer une analyse pluridisciplinaire des droits de propriété

Les fondateurs et les défenseurs de cette théorie comme Demsetz (1967, p347)²²⁹ énonce clairement que « *les droits de propriété sont un instrument de la société et ils tirent leur sens du fait qu'ils aident un homme à formuler les résultats qu'il peut raisonnablement attendre de ses rapports avec les autres* »

D'autres considèrent que les modes de propriété et les droits qui leur sont attachés jouent un rôle primordial dans le comportement des agents économiques et que « les changements dans les droits de propriété sont provoqués par l'interaction de leur structure prédominante et de la recherche par l'homme de moyens leur permettant d'obtenir d'avantage d'utilité (Pejovich, 1974 ;p 9)²³⁰

Cette théorie se propose d'expliquer alors :

- Comment différents types et systèmes de droit de propriété agissent sur le comportement des agents individuels et par là sur le fonctionnement du système économique ?

²²⁹ "Property rights are an instrument of society and derive their significance from the fact that they help a man form those expectations which he can reasonably hold in his dealings with others." Extrait de l'article "toward a theory of property rights", *The American Economic Review*, Vol. 57, No. 2, Papers and Proceedings of the Seventy-ninth Annual Meeting of the American Economic Association. (May, 1967), pp. 347-359.

²³⁰ Cité dans l'ouvrage « la théorie moderne de l'entreprise, l'approche institutionnelle », par Hubert Gabrié, Jean Louis Jaquier, page 223

3-2) Les types de droits de propriété :

Nous pouvons ainsi distinguer trois types de droits de propriété²³¹ qui se résument comme suit :

- Le droit d'utiliser un actif (*usus*) c'est-à-dire un droit de décision quant à leur utilisation dans un cadre légal ou encore le droit de contrôler le processus de production
- le droit d'en tirer ou percevoir un revenu (*fructus*) ;
- le droit de le céder de manière définitive à un tiers (*abusus*). En transférant ou alignant l'actif (vendre les actions par exemple)

Dans un environnement incertain, où l'information est asymétrique et coûteuse et où l'agent est doté d'une rationalité limitée, des modèles mentaux qui se différencient selon les individus et qui peuvent être erronés, l'opportunisme des agents (comportement passager clandestin) et leur aléa moral en se dérochant de leur engagement nécessitent des droits de propriété clairs et bien définis et enfin un régime de droit de propriété efficient et efficace.

En effet, c'est ce régime qui va permettre de déterminer la stratégie des organisations et entrepreneurs dans une situation donnée. (Bounoua, 2012)²³²

- Un bon régime de droit de propriété incitera les firmes à se conformer aux nouvelles règles du jeu et à être productives et du coup elles seront un meilleur vecteur et moteur de la croissance et qui amèneront le pays vers de nouveaux horizons meilleurs et vers une économie prospère.
- Et finalement quand le régime de droits de propriété est mauvais, du fait de l'absence de règles bien définies et légitimes (lois sur la privatisation, la faillite, droits des salariés,...), l'incertitude de l'environnement (bureaucratie, inefficacité du système bancaire, peu de transparence dans les transactions, faiblesse du système judiciaire,...)

²³¹ Andreff Wladimir, 2007, op, cite ; p47.

²³² Chaib Bounoua « Informel, entrepreneuriat et changement institutionnel en Algérie », 2012, pp7-8 Sur www.cread.org

manque d'engagement de l'état qui va pousser ou du moins favoriser les comportements rentiers, opportunistes (passagers clandestins) des agents ce qui engendrerait des résultats peu performants en matière d'efficacité et de croissance, accélérerait et accentuerait l'illégalisation et l'informalisation de l'économie.²³³

C'est la, alors qu'un état fort doté de mécanismes d'exécution de contrats et de faire le contrôle doit intervenir et améliorer sa gouvernance en collaborant avec les organisations qui devront elles aussi procéder aux principes de gouvernance des entreprises pour y remédier à cette situation.

4) Le rôle de l'état et des institutions dans le processus de transition :

Le rôle de l'état dans le processus de transition a toujours été un objet de discussions théoriques. Les débats concernant la façon de transformer l'économie, ses institutions et structure soit à travers une thérapie de choc ou de manière progressive en favorisant l'intervention de l'état ont souvent fait long feu.

4-1-) Le rôle de l'état dans la vision néolibérale de transition :

L'état, une institution et un agent économique a toujours été considéré par l'approche néolibérale de transition comme étant un acteur exogène ou bénin dans le processus de développement²³⁴.

Cette école de pensée prônait pour l'abolition de la propriété étatique en favorisant la propriété privée ; l'idée était que l'intervention de l'état était jugée préjudiciable et devait être à tout prix limitée en favorisant la prédominance et les mécanismes de marché.

Ces libéraux préféraient se fier au marché même s'il est imparfait plutôt que d'avoir un gouvernement corrompu.

²³⁴ douglass north, 1992.p5

L'état devait seulement intervenir pour mettre en place les infrastructures nécessaires pour le bien être des individus et organisations quant au marché, c'est à lui de réguler l'économie entière et assurer le processus de transition.

Mais malheureusement les résultats obtenus à la suite de cette transformation postsocialistes ont été néfastes et ont montré que le marché ne pouvait pas s'auto-institué et était incapable de mener à lui seul un changement institutionnel. (*Nous avons abordé les surprises et résultats de la transition néolibérale dans le premier chapitre*)

La libéralisation et la privatisation sont certes deux variables indispensables pour le processus de transition mais sans concevoir un ensemble institutionnel approprié grâce à l'implication de l'état, cette transformation ne pourra pas être achevée.

Ainsi les défaillances du marché persistent, comme a été le cas pendant les dix premières années de transition ou nous avons pu constater que l'affaiblissement de l'état son incapacité de parvenir à faire respecter les règles a engendré une substitution d'une économie de banditisme ou on ne paie pas les taxes, les contrats ne sont pas respectés et les paiements ne se font pas à temps au sens de Stiglitz (1994, 2002) au lieu d'avoir une économie de marché fonctionnelle et prospère.

Parmi les caractéristiques majeurs de cette économie de banditisme, nous citons, l'essor²³⁵ et la croissance des pratiques entrepreneuriales informelles (comme nous l'avons évoqué dans le premier chapitre, tel que l'évasion/fraude fiscale, le blanchiment des capitaux, l'apparition des comportements rentiers et opportunistes des entrepreneurs qui exerçaient des activités de violence (crime économique organisé) et qui recouraient à des moyens « extrajudiciaires »²³⁶, comme la mafia pour atteindre leurs objectifs.

Un autre phénomène bien connu a pu envahir la sphère économique et politique comme l'apparition des entreprises oligarques appelées « *captatrices de l'état* »²³⁷ qui à travers la

²³⁵ Kolodko, 1999, op, cite ; pp12-13

²³⁶ Maxime Petrovski et Renaud Fabre, op, cite ; p162.

²³⁷ Joel Hellman et Daniel Kaufmann « La captation de l'Etat dans les économies en transition, un défi à relever », finances et développement, septembre 2001, p31.

corruption atteignaient leurs objectifs comme nous allons tenter de le démontrer à travers les deux graphes qui suivent (voir la page suivante)

En effet, l'état est devenu une proie facile pour ces firmes qui versaient des pots-de-vin aux parlements, administrations publics et fiscales, établissements financiers, banques, fisc, tribunaux et les autorités gouvernementales pour façonner la structure légale de l'économie en leur faveurs à travers la capture de l'état en soudoyant les responsables publics.

Dans une économie de captation où même les investisseurs étrangers ont recours à ce phénomène, la concurrence est freinée par les conditions décourageantes de l'investissement tant étranger qu'intérieur, par les obstacles dressées à l'entrée des petites et moyennes entreprises, entravant ainsi les principaux moteurs d'une croissance durable et sources de richesse.

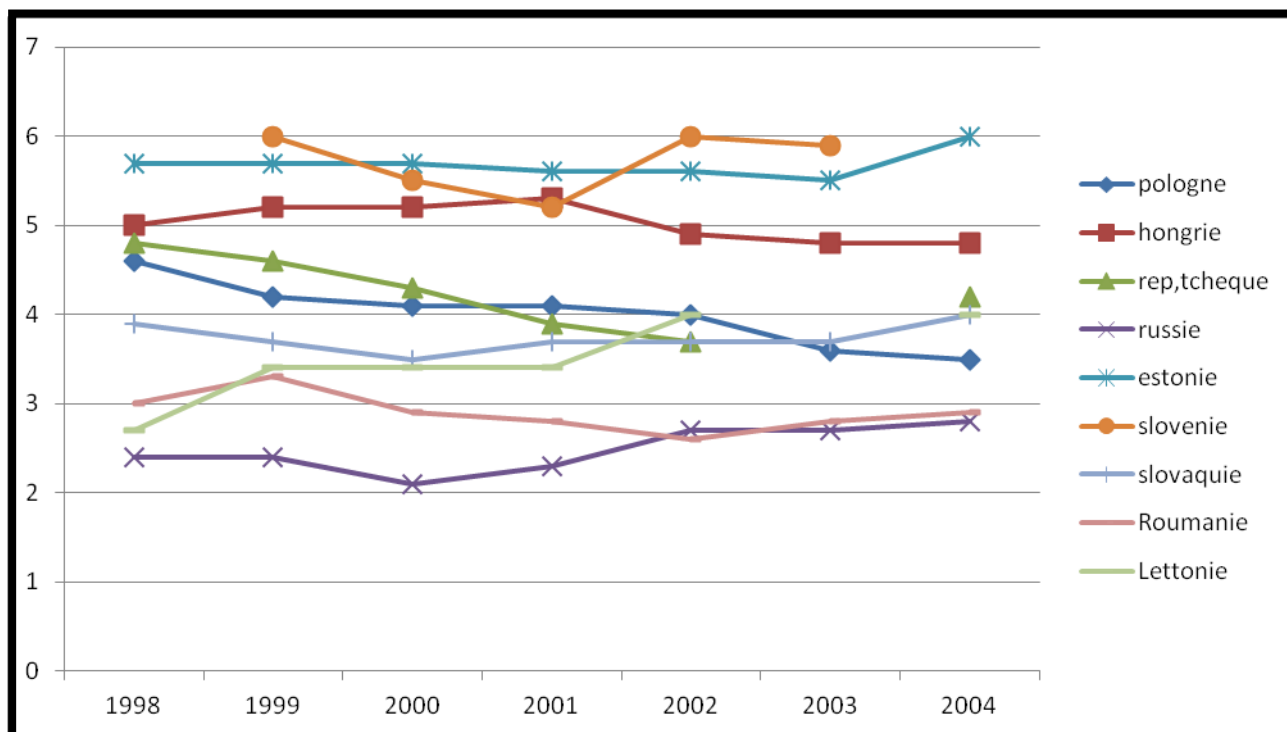
Et d'un autre côté, l'incertitude et la rigidité du système juridique et législatif mais aussi une mauvaise qualité institutionnelle ont provoqué des tensions et conflits entre les acteurs concernant les droits de propriété.

Faire sortir ce type d'économie de cette trappe nécessite un renforcement des institutions publiques et un processus d'apprentissage des individus et organisations qui seul l'Etat est apte et a pour légitimité de le faire

Il est donc indispensable de repenser le rôle de l'État au lieu d'essayer de se débarrasser de sa mauvaise influence.

La corruption dans les pays en transition :

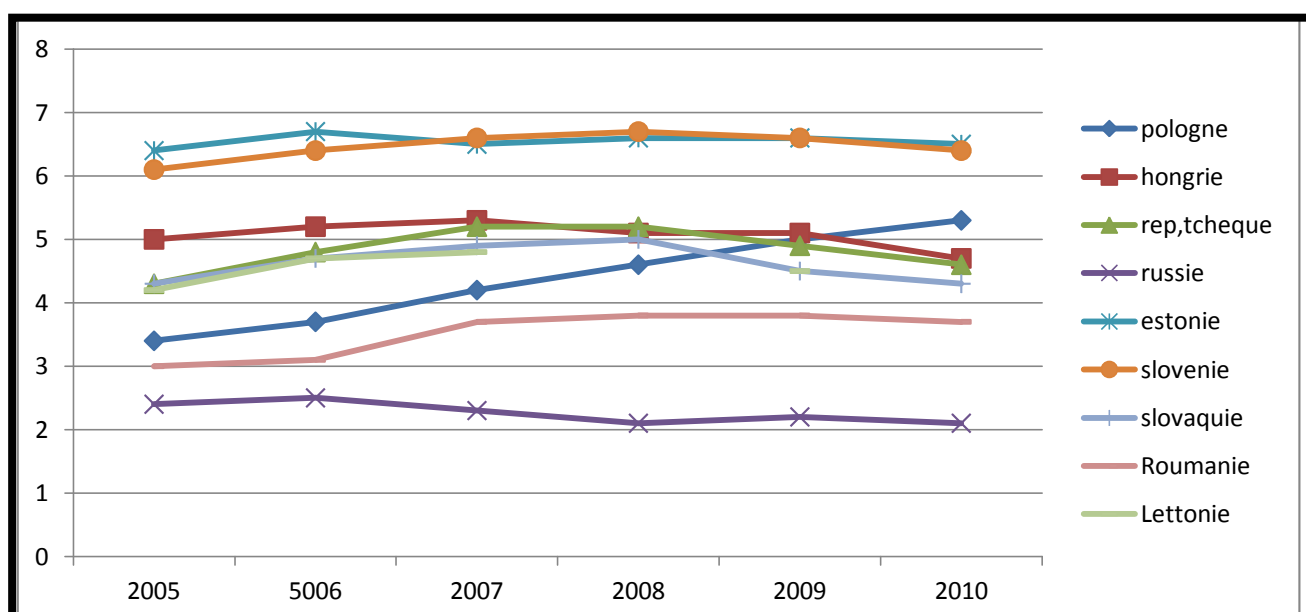
figure3-2) : l'IPC dans les pays en transition (1998-2004)



Source : données et archives de l'ONG Transparency international

Nb : IPC est un indice de la perception de la corruption créé par l'ONG Transparency international en 1995 il prend une valeur de 0 (corrompu) à 10 (Propre)

Figure4-2) : l'IPC dans les pays en transition (2006-2010) :



Source : données et archives de l'ONG Transparency international

Nb : IPC est un indice de la perception de la corruption créé par l'ONG Transparency international en 1995 il prend une valeur de 0 (corrompu) à 10 (Propre)

Ces deux graphiques nous permettent de remarquer que la corruption était d'autant plus faible dans les pays les plus réformateurs comme la Pologne, Slovaquie et Estonie, et plus forte dans les pays encore caractérisés par une économie planifiée et concentrée. (Russie, Roumanie par exemple).

4-2)- Repenser et améliorer l'intervention de l'état :

A partir des années 1998, l'approche néolibérale reculait petit à petit face à ces résultats enregistrés et insiste à cet effet sur l'importance de l'état, fil conducteur dans la transition. (*BERD, banque mondiale*)

Ils reconnaissent que l'état, est une institution cruciale et fondamentale dans le processus de changement institutionnel dans un cadre de transition par rapport aux autres institutions et acteur influent qui joue un rôle majeur, décisif pour le bon fonctionnement du marché. Considéré comme agent économique (administration publique), mais d'une puissance particulière qui s'apparente à travers ses fonctions et ressources, il est aussi responsable pour le guidage du cadre réglementaire de l'économie de marché, et dans la mise au point des relations entre agents.

Il joue aussi un rôle crucial dans l'amélioration de l'environnement institutionnel identifiant les institutions qui ne marchent pas et qui rencontrent des verrouillages et parvenir à les changer ou remplacer par d'autres plus efficaces, et amener ces mutations vers de nouveaux horizons.

L'état est lui-même un agent face au marché et dans le marché et son comportement doit être étudié en conséquence car c'est sa politique qui détermine le succès ou l'échec d'une stratégie.

En effet, l'état doit intervenir pour veiller au bon fonctionnement d'une économie de la manière suivante :

- il ne doit pas se comporter avec ses actifs productifs (entreprises) comme des machines quand peut vendre une fois défectueuses comme il l'avait fait en les vendant aux enchères, voir même les distribuer gratuitement à la population alors qu'elles sont sources de revenus et un lieu de travail pour la majorité de la population (KOLODKO,1992).
- Il doit aussi favoriser un système d'incitation qui est d'une importance primordiale et réduire l'incertitude²³⁸ en fournissant aux agents économiques et firmes un cadre juridique clair et stable tout en limitant son intervention pour qu'elles puissent avoir une certaine autonomie qui leur permettra d'être plus efficace et productives, ce qui va empêcher leur fuite de capitaux et attirer d'autres IDE qu'ils soient étrangers ou locaux.
- Cependant, il doit affecter une bonne partie de ses dépenses à l'élaboration et le renforcement et, enfin la stabilité des institutions et non pas au subventionnement des activités non compétitives, selon G. Kolodko (1992) et Andreff Wladimir (2007) « le problème de la transition n'est pas tant de réduire les dépenses de l'état que d'en améliorer l'allocation et l'efficacité ; *pas moins d'état mais mieux d'état* »²³⁹ en d'autres termes la taille du gouvernement est donc moins importante que la qualité de sa politique.
- Le plus grand défi de l'état est clair, c'est celui de rationaliser²⁴⁰, ajuster et formaliser les nouvelles institutions et enfin corriger/modifier ou réformer le système juridique, financier, fiscale en permanence tout en veillant à une distribution équitable des revenus, et procédant à une construction institutionnelle²⁴¹ qui est la priorité de la transformation pour que la stratégie ait du succès en créant un cadre transparent, prévisible, stable dotés de mécanismes

²³⁸ Patrick Guillaumont, 1995, op, cite ; p19.

²³⁹ Andreff Wladimir, 2007, op, cite ; p21.

²⁴⁰ bernard chavance , op, cite ; p57(article en anglais)

²⁴¹ Gerard Mild,2001, op, cite ; p33.

d'exécution de contrats(veiller au respect des droits de propriétés et des institutions, les droits sur les faillites, licenciements, développer un filet de sécurité et protection sociale, droits pour les retraités, chômeurs,...)articulé autour de politiques macroéconomiques bien conçues et d'institutions efficaces et d'organisations et experts compétents qui vont collecter les ressources, faire le contrôle, et qui doivent privilégier l'état de droit, définit par une absence de pouvoir aléatoire, une stabilité et crédibilité de règles pour résoudre par exemple les problèmes qui ne sont pas généralement inclus dans les manuels de sciences économiques ni prévisibles d'ailleurs et pour tenter d'y faire face aux pratiques illégales et informelles des agents tout améliorant sa gouvernance publique et en collaborant avec les organisations qui doivent quant elles aussi procéder aux principes et pratiques de gouvernance des entreprises.

4-3Le rôle des institutions :

Les institutions affectent la performance économique en déterminant et réduisant avec la technologie les coûts de transactions et de transformation et l'incertitude de l'environnement (North Douglass 1990, 1992) Elles diffèrent d'un pays à un autre et évoluent progressivement en reliant le passé avec le présent et le futur.²⁴²

Elles ont pour objet d'assurer régularité et coordination dans les comportements et habitudes des individus et organisations vecteur de la croissance en définissant et limitant leur choix et en leur créant de meilleures incitations (investissement...), à titre d'exemple, elles limitent l'action des élites, des politiciens, et les empêchent de s'approprier les revenus et actifs, ou de fausser les règles des jeux et enfin elles promouvaient l'égalité²⁴³ des chances pour chacun.

Les institutions par leur efficacité et capacité permettront de sécuriser les droits de propriété dans un univers où régnaient l'asymétrie d'information, concurrence déloyale, environnement incertain et l'opportunisme des individus qui cherchent à maximiser leurs

²⁴² Douglass North « institutions » Journal of Economic Perspectives- Volume 5, Number1 -Winter 1991-P97.

²⁴³ Lyazid Kichou, Christian Palloix, 2010, op, cite ; p71..

gains individuels par n'importe quel moyen qu'il soit légal ou non. (Wladimir Andreff, 2007, page 237)

Cette insécurité peut être à travers l'expropriation par des voleurs, escrocs, captation des rentes de l'état en le privant d'importantes recettes fiscales, détournements des actifs, évasion et fraude fiscale...

Elles permettent aussi de structurer et de définir et de guider le jeu social par exemple, elles nous montrent comment saluer des amis dans la rue, comment conduire une voiture, acheter des oranges, emprunter de l'argent, former une entreprise, enterrer nos morts, comment effectuer nos tâches. (North, 1990 ; page 4).

Finalement une meilleure qualité institutionnelle²⁴⁴ à travers l'éradication de la corruption et la bureaucratie, une meilleure efficacité gouvernementale et application des lois (protéger les entrepreneurs contre l'expropriation...), promouvoir la démocratie ce qui permettrait d'attirer les investissements qu'ils soient étrangers ou locaux.

Conclusion :

La théorie traditionnelle néoclassique était mal partie et mal outillée pour expliquer la divergence des trajectoires et étudie peu le changement institutionnel, c'est grâce aux théories institutionnalistes et évolutionnistes qui rejettent l'approche réductionniste et hypothético déductive que nous avons pu comprendre ces phénomènes

L'idée naïve selon laquelle une économie de marché peut être introduite par une "thérapie de choc" est fautive et a causé plusieurs problèmes qu'elle en a résolu. (G. Kolodko, 1999)

Le développement d'une économie de marché est un processus long et lent qui nécessite des institutions et mentalités adéquates, et un environnement propice, à travers la transformation des comportements individuels, l'affirmation de l'état de droit.

²⁴⁴ Komlan Fiodendji « la qualité des institutions et les IDE en ASS ». Une estimation par la méthode des moments généralisés en systèmes, p7.

L'économie de marché repose sur l'existence de catégories marchande qui ne peuvent se développer que si les mentalités individuelles sont ajusté à cet environnement, en effet la modification des mentalités est d'une importance cruciale car le succès d'une réforme dépend de la culture qui l'accueil, il convient donc de rompre avec les pratiques socialistes et comportements hérités de l'ancien système basé sur l'homo economicus et le développement de la liberté individuelle.

L'objectif principal est d'évincer les obstacles institutionnels et culturels qui entravent le développement d'une économie de marché en incitant les agents économiques à s'allier à l'Etat tout en respectant les nouvelles règles du jeu. Ajoutons à cela le rôle majeur que peut jouer cet Etat dans l'élaboration des institutions saines, la lutte contre la corruption et la décriminalisation de l'économie, ainsi que dans la prise en charge des coûts sociaux de la transition